

JEUNESSE CONGOLAISE: Potentiel et Opportunités

YouthMap est un programme de quatre ans conçu pour évaluer les situations de la jeunesse ainsi que l'appui aux programmes prometteurs et aux bonnes pratiques pour le développement positif de la jeunesse dans huit pays de l'Afrique sub-saharienne.

YouthMap a été rendu possible notamment grâce au généreux soutien du peuple Américain à travers l'Agence des ÉTATS-UNIS pour le Développement International (USAID) selon l'Accord de coopération EPP-A-00-08 00006-00. Les informations contenues dans ce manuel ne constituent en aucun cas des informations officielles du Gouvernement Américain et ne représentent pas l'avis ou la position de l'Agence des États-Unis pour le Développement International.

L'International Youth Foundation (IYF) investit dans l'extraordinaire potentiel des jeunes. Fondée en 1990, IYF crée et maintient une communauté mondiale des entreprises, des gouvernements, et les organisations de la société civile engagée à aider les jeunes à être sains et productifs, et citoyens engagés. IYF programmes sont les catalyseurs du changement qui aide les jeunes à obtenir une éducation de qualité, à acquérir compétences relatives à l'employabilité, faire des choix sains, et améliorer leurs communautés.

© 2013 International Youth Foundation (IYF). Tous droits réservés. Aucune partie de ce rapport ne peut être reproduite sans l'autorisation écrite préalable de IYF.

LE CONTINENT AFRICAÏN DISPOSE DE L'UNE DES POPULATIONS LES PLUS

jeunes au monde. Avec plus de 60% de la population africaine ayant moins de 30 ans, nous devons apprendre comment puiser dans ce vivier que ces jeunes peuvent offrir. Le développement de l'Afrique est donc étroitement lié au bien-être de ses jeunes. En 2010, 33% des 66 millions d'habitants que comptait la République Démocratique du Congo (RDC) se retrouvait dans la tranche des 10 à 24 ans. Le nombre de jeunes augmentera à 31,6 millions d'ici 2025 et 42,9 millions en 2050¹. Cette population de jeunes en pleine croissance a un énorme potentiel pour renforcer ou saper les objectifs nationaux dans les domaines de la gouvernance et du développement économique et social. De longues années de conflit ont entravé la capacité du gouvernement de la RDC (GRDC) à fournir des services sociaux. Beaucoup d'enfants sont morts, sont devenus combattants et/ou déplacés en raison de cette instabilité. Le premier ministre de la RDC a récemment qualifié ces enfants de « génération perdue »², car ils représentent la majeure partie de la main d'œuvre non qualifiées du pays et ils représentent la majorité des jeunes chômeurs.

Les jeunes Congolais qui ont participé à l'évaluation YouthMap ont partagé leurs antécédents, leurs conditions actuelles et leurs plans pour l'avenir. Ce partage s'est porté non seulement sur leurs propres vies mais aussi leurs vues sur la meilleure façon de faire avancer la RDC. Les jeunes Congolais font preuve de beaucoup de détermination à relever leurs défis mais ils ont aussi démontré leur frustration à cause des multiples obstacles. Tout au long des entretiens de YouthMap avec les jeunes et une variété d'autres intervenants clés, des questions critiques ont émergé :

Enseignement : Le système d'enseignement et de formation en RDC laisse à désirer en ce moment : les jeunes sont mal instruits, en grande partie au chômage et peu outillés pour le monde du travail. Il y a plus de 7,3 millions d'enfants non-scolarisés âgés de 5 à 17 ans, avec plus de la moitié des filles dans cette population³. L'accès et la qualité de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel et la formation technique sont faibles. Parmi les obstacles à un enseignement de qualité figurent la distance, la pauvreté, les enseignants mal formés, l'environnement scolaire non propice à l'apprentissage, la discrimination sexuelle contre les filles et le niveau insuffisant d'instruction des chefs de ménage. Le GRDC, particulièrement le Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, fait des efforts concertés pour la révision de ce secteur avec l'appui de donateurs et de partenaires techniques.

Emploi : Il y a une déconnexion entre les capacités des jeunes et les exigences des employeurs. Beaucoup de jeunes n'ont ou ne reconnaissent pas la valeur des compétences que recherche le secteur privé. Souvent mal formés et manquant généralement les compétences nécessaires pour soutenir la concurrence sur le marché de l'emploi, les jeunes trouvent peu de possibilités pour gagner un salaire décent. Le taux de chômage officiel est à hauteur 32,2%, quasiment deux fois la moyenne nationale (17,8%) dans l'économie formelle⁴. Toutefois, l'ampleur réelle du sous-emploi et du chômage des jeunes n'est pas connue. Certaines estimations planchent au-

dessus des 70%.⁵ Alors que les employeurs ont souvent affirmé qu'ils ne s'attendent pas à une expérience professionnelle pour leurs emplois de premier échelon, les jeunes doivent lutter pour trouver un emploi formel. De l'avis des jeunes, le système actuel d'enseignement ne fournit pas les compétences pratiques qui leur sont nécessaires pour affronter le marché de l'emploi. Cet avis a été renforcé par les équipes des jeunes pairs qui ont pris part aux rencontres de restitution des résultats de l'évaluation. En outre, beaucoup de jeunes n'ont pas ou ne reconnaissent pas la valeur des compétences non techniques.⁶ Un accès limité au coaching et au monitoring professionnel, peu d'occasions de participation communautaire et un manque d'accès au crédit pour les jeunes entrepreneurs, tels sont quelques obstacles liés à l'emploi épinglés.

Santé : Les jeunes sont peu informés sur la sexualité et la santé de la reproduction. Les jeunes Congolais semblent être déconnectés de nombreux services de santé en raison du faible niveau de compétences interpersonnelles de certains professionnels de la santé, du peu de structures pour la santé sexuelle et génésique ainsi que des services de planification familiale dédiés aux jeunes. Comme conséquence, les jeunes sont mal informés sur la sexualité et la santé de la reproduction, y compris en ce qui concerne le VIH/Sida. Moins de 20% de jeunes de 15 à 19 ans ont une connaissance approfondie sur le VIH. En outre, la fécondité des adolescentes est élevée ; les jeunes sont sensibles aux rumeurs sur les contraceptifs et réticents pour des méthodes modernes, et presque une adolescente de 15 à 19 ans sur cinq donne naissance chaque année.⁷ Malgré les efforts en cours du Gouvernement et des partenaires sociaux au développement, la majorité des jeunes a le sentiment que les services de santé et de planification familiale ne sont ni accessibles ni dédiés aux jeunes.

Participation civique et politique : Les jeunes profitent des voies formelles (canaux gouvernementaux) et informelles (société civile) pour leur expression, leur participation et leur engagement. Nonobstant la fierté qu'ils ont d'être Congolais, la voix de la jeunesse est sérieusement défavorisée; les jeunes ont exprimé des sentiments de désengagement, de marginalisation et de découragement. Cependant, la question de la citoyenneté est de plus en plus d'importance pour eux, et beaucoup de jeunes ont démontré un fort sentiment de responsabilité. La majorité des participants à l'évaluation ont signalé leur

engagement dans des activités bénévoles et religieuses. Les jeunes Congolais ont également manifesté leur intérêt pour le processus électoral et ont trouvé des façons créatives de participer. Toutefois, leur capacité à influencer le processus décisionnel est limitée. Alors que les jeunes congolais se considèrent comme l'avenir de la nation, ils sont souvent victimes de la manipulation politique et/ou ethnique.

Genre : Les normes culturelles profondément ancrées et désuètes et des lois discriminatoires envers les femmes sont un défi crucial pour l'égalité des sexes. Par exemple, bien que de nombreux pays d'Afrique subsaharienne aient établi à dix-huit ans l'âge minimum pour le mariage, en RDC cet âge est toujours fixé à quinze ans pour les femmes. Plus inquiétant pour l'avenir de la RDC sont l'acceptation généralisée de la violence familiale, des mariages précoces et une maternité précoce et le recours au viol comme arme de guerre. Plus d'un sur trois adolescents âgés de 15 à 19 en RDC ont subi des violences sexuelles.⁸ Toutefois le rapport de l'USAID/RDC sur l'évaluation de l'égalité des genres laisse apparaître un peu d'espoir—la jeunesse urbaine estime que les femmes et les hommes sont égaux dans l'enseignement et le travail,⁹ le rapport 2013 de l'ONU sur le développement humain indique que 74% des femmes âgées de 15 à 24 sont convaincues que, sous certaines circonstances, le fait qu'un mari maltraite sa femme peut être justifié.¹⁰ Une récente recherche en RDC et l'expérience de programmes de protection sociale (p. ex., accroître les opportunités des moyens de subsistance pour les femmes et les hommes) vont dans le sens d'une meilleure compréhension des questions socioculturelles et montrent la promesse pour une plus grande équité et un meilleur traitement pour les deux sexes .

Conflit : Depuis l'indépendance, la violence et les conflits ont jeté une grande ombre sur la RDC. L'impact des années d'insécurité ne peut pas être surestimé. Comme la pauvreté et l'exclusion sont sources des conflits en RDC, il y a un besoin urgent de s'occuper de la bombe que constitue la jeunesse et d'offrir aux jeunes Congolais des opportunités économiques. Malgré l'abondante littérature sur la RDC, des recherches plus poussées sur la jeunesse Congolaise permettront de concevoir et de mettre en œuvre des politiques et programmes pour l'impact souhaité—transformer cette bombe « Jeunesse du pays » en atout démographique.

Recommandations

Dans l'ensemble, les jeunes Congolais ont un fort désir d'apprendre, de travailler et de diriger. Les recommandations suivantes à l'USAID, au GRDC et à la communauté, plus large, de développement sont fortement influencées par cet optimisme :

- Aligner l'éducation et des programmes de formation sur les demandes du marché du travail et les besoins des employeurs
- Augmenter les partenariats et les programmes de placement de stage et d'emploi entre les employeurs et les établissements éducatifs et de formation.
- Améliorer et accroître les stages généraux, les stages d'apprentissage professionnels, les bénévoles, les opportunités de mentoring pour créer de pertinentes compétences des jeunes pour le marché du travail.
- Créer une incitation à l'entrepreneuriat des jeunes grâce à un accès accru à la formation, à de mentors et au financement et encourager la participation des jeunes dans l'ensemble des chaînes de valeur des secteurs de croissance comme les industries extractives, agriculture et transport.
- Élargir l'accès des jeunes aux soins de santé de qualité (en particulier les services de planification familiale et santé sexuelle et génésique).
- Améliorer et étendre la formation des personnels publics et généraux de santé pour des soins de qualité aux jeunes, surtout en ce qui concerne les compétences liées à la santé sexuelle et génésique, la planification familiale, l'empathie du personnel et la communication interpersonnelle.
- Engager activement les jeunes dans les structures décisionnelles gouvernementales et non gouvernementales et procéder à tous les niveaux (national, provincial, de district, communal et du village) en créant des postes pour les jeunes de manière qu'ils aient une voix cohérente sur les questions relatives à la jeunesse, à leur communauté et leur pays.

INTRODUCTION

Vue d'Ensemble de YouthMap

YouthMap est un programme de quatre ans conçu pour évaluer les situations de jeunesse ainsi que l'appui aux programmes prometteurs et aux bonnes pratiques pour le développement positif de la jeunesse dans huit pays de l'Afrique sub-saharienne. YouthMap est financé par United States Agency for International Development (USAID) et il est mis en œuvre par International Youth Foundation (IYF). Les évaluations de YouthMap sont conçues pour peindre un tableau complet de la vie des jeunes : comment ils passent leur temps, leur interaction avec les autres et d'autres segments de la société, quels services ils utilisent et lesquels leur sont inaccessibles. Ces évaluations mettent également en lumière, dans les domaines de l'éducation et de l'apprentissage, de l'emploi et des moyens de subsistance, de la santé et de la participation civique, les espoirs des jeunes, leurs aspirations et les défis associés à cette transition la plus importante de la vie, de l'enfant à l'adulte autonome. L'évaluation de YouthMap RDC vient après celles conduites au Sénégal, en Ouganda, au Mozambique et en Tanzanie.

Grâce à l'application d'une approche appréciative, YouthMap RDC a cherché à mieux comprendre les opportunités qui se présentent aux jeunes âgés de 15 à 29 ainsi que les défis auxquels ils sont confrontés. Cette approche requiert l'écoute des perspectives des jeunes ainsi que celles des principaux intervenants, en vue de fournir une information nécessaire à la planification et la programmation de IYF et USAID. En RDC, IYF a conclu un partenariat avec le Centre d'Études Pour l'Action Sociale (CEPAS) pour mener cette recherche. Les objectifs de l'étude étaient de :

1. Mieux comprendre les défis, les espoirs et les aspirations des jeunes ;
2. Évaluer l'infrastructure et les services à la disposition des jeunes;
3. Identifier et partager des modèles à succès, des leçons et des stratégies visant à promouvoir le développement de la jeunesse ;
4. Recommander des options pour la programmation des jeunes et la prise en compte de l'aspect jeunesse dans les activités de l'USAID.

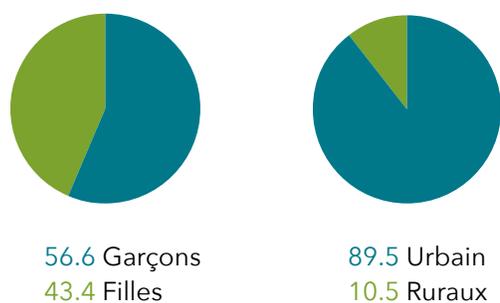
Méthodologie

YouthMap a combiné les méthodes qualitative et quantitative pour recueillir les données sur la jeunesse. Une recherche secondaire a été menée pour renseigner la recherche primaire et fournir une image générale de l'environnement dans lequel évoluent les jeunes. La recherche a été réalisée sur une période de quatre semaines dans cinq provinces de la RDC : Kinshasa, Katanga, Kasai Orientale, Kasai Occidental et la Province Orientale. Pour capter la voix de la jeunesse première main, YouthMap a organisé des panels de discussion et une enquête rapide avec 512 jeunes dans les cinq provinces du pays. Cette population des jeunes comptait 122 jeunes scolarisés, 122 jeunes employés, 167 jeunes vulnérables et 119 jeunes modèles positifs.¹¹ Une enquête sur la jeunesse avec les participants aux groupes témoins a recueilli des données démographiques, mais aussi des points de vue de jeunes sur chacun des secteurs (éducation, emploi, technologie, santé et participation civique) mise au point. À la demande de l'USAID/RDC, peu d'attention a été accordée au secteur de la santé, en raison de la connaissance déjà importante de la Mission, acquise grâce à ses différents rapports et interventions relatives à la santé.

Tableau 1: Répartition de participants YouthMap

Critère	Nombre
Scolarisés	122
Employés	122
Vulnérables	167
Jeunes modèles	119
Total	512

Figure 1: YouthMap RDC Participants par Sexe et par localisation¹²



Avec un guide d'entretien semi-structuré, YouthMap a conduit des entrevues auprès des 94 intervenants clés des secteurs public et privé, de la société civile, des bailleurs de fonds et des responsables d'établissements d'enseignement plus informés sur les conditions de la jeunesse en République Démocratique du Congo. En outre, YouthMap a interviewé 21 sociétés dans les secteurs de la croissance économique et a administré un sondage auprès des employeurs en vue de comprendre les conditions du marché du travail.

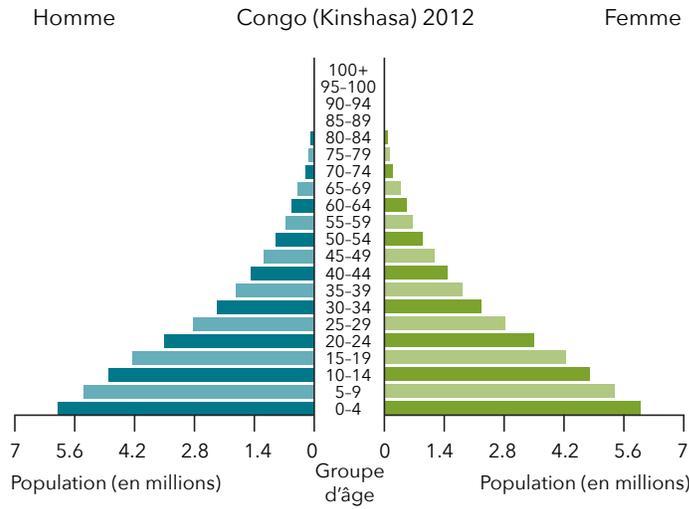
LA JEUNESSE EN UN CLIN D'OEIL

Il y a peu de littérature et des données sur la situation des jeunes Congolais, bien que ce groupe démographique représente la majorité de la population de personnes sous-employées ou au chômage. L'état quasi permanent de conflit en RDC depuis l'indépendance en 1960 et la pauvreté généralisée (malgré les abondantes ressources naturelles) contribuent partiellement à ce manque d'information.

La RDC est un pays jeune : environ la moitié de sa population a moins de 35 ans. Avec une estimation de croissance démographique annuelle allant de 2,6 à 3,1%, la population devrait atteindre 85 millions en 2020.¹³ Le rapport de développement humain 2013 de l'ONU prévoit une population de 106 millions en 2030.¹⁴ Le ratio de dépendance des jeunes de 86,4% (personnes susceptibles d'être économiquement dépendantes sur le soutien des autres) souligne clairement la nécessité d'investir davantage dans l'éducation, l'emploi, la santé et autres services sociaux pour les jeunes.¹⁵

Les jeunes en RDC aspirent à devenir des agents de changement pour leur pays. Toutefois, le système actuel d'éducation et de formation est un échec pour les jeunes Congolais qui sont faiblement instruits, en grande partie au chômage et mal outillés pour le monde du travail. Selon le Ministère du Plan, le chômage des jeunes dans l'économie formelle est de 32,2%, presque deux fois la moyenne nationale de 17,8%.¹⁶ L'édition 2012 de *Perspectives Économiques en Afrique* affirme que plus de 70% des jeunes entre 15 et 24 ans n'ont pas d'emplois et ceux dans les zones urbaines et périurbaines zones sont les plus durement touchées.¹⁸ Plus de 7,3 millions de jeunes non scolarisés se retrouvent encore plus loin derrière pour atteindre leur plein potentiel.¹⁸ La résilience et le potentiel économique de la

Figure 2: CIA 2013 Pyramide de la population



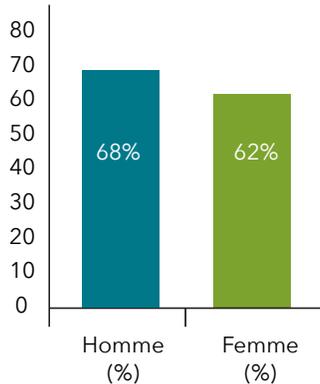
RDC sont souvent analysés, mais les jeunes ont besoin de l'éducation, de la formation et de l'emploi.

Les jeunes en transition vers l'âge adulte expérimentent une gamme de changements physiques, psychologiques, affectifs et économiques. Les décisions qu'ils prennent au cours de cette période critique ont une incidence non seulement sur leur bien-être personnel, mais également sur celui de leurs familles, amis, collectivités et société au sens large. Veiller à ce que les jeunes Congolais passent avec succès cette étape de leur existence peut créer des opportunités de vie pour les jeunes d'aujourd'hui, aider à briser le cycle de la pauvreté et des conflits et générer des bénéfices à plus long terme pour l'avenir du pays.

LA POLITIQUE EN UN CLIN D'OEIL

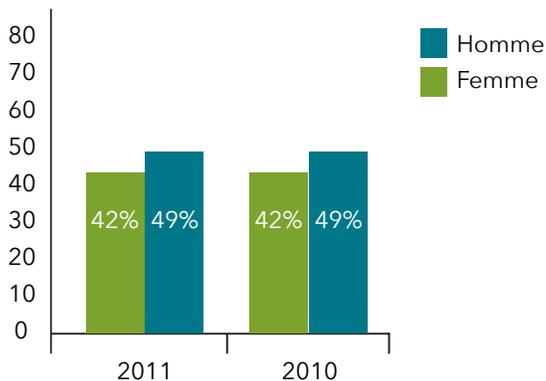
Au sein du GRDC, le développement de la jeunesse relève actuellement du Ministère de la Jeunesse et des Sports. Le GRDC a signé ou ratifié un certain nombre de conventions internationales relatives à la protection des droits de l'homme et de la jeunesse. *La déclaration des droits de l'homme, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Charte Africaine des droits et du bien-être de l'enfant et la Charte Africaine de la jeunesse* n'en sont que quelques illustrations. Toutefois, les turbulences politiques et les conflits entre la déclaration d'une politique nationale de jeunesse par la Conférence Nationale Souveraine en 1992 et l'adoption officielle par le Gouvernement congolais en 2009 de ladite politique, ont fait qu'il a fallu 17 ans à la RDC pour fournir une structure juridique pour ses jeunes afin qu'ils participent pleinement à la vie sociale, économique et civique. Pendant ce temps, le pays tient la queue du continent. Aujourd'hui, la politique¹⁹ sur la jeunesse est progressive et ambitieuse — appelant une décision du Gouvernement dans divers domaines, mais elle n'est pas accompagnée d'un cadre de mise en œuvre.

Figure 3: Taux d'alphabétisation des 15-24 ans



World Bank, 2010

Figure 4: Taux de participation au marché du travail (âges : 15-24 ans)



World Bank, 2011

Bien que le *Document des Stratégies de la Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR 2)* de 2011 reconnaisse le chômage des jeunes comme un obstacle à la réalisation des objectifs de développement national, il ne donne que peu de détails sur la meilleure façon d'aborder cette question. Le GRDC a appelé à la promotion des activités génératrices de revenus visant à éviter une situation « explosive »

dans sa jeunesse et, pour le Gouvernement, à favoriser des décentes et productives opportunités d'emploi à travers le secteur privé.²⁰ Cependant, pour atteindre ces objectifs il sera nécessaire de simplifier et d'appliquer efficacement le code du travail. Le plan d'accompagnement de l'action gouvernementale réclame l'élaboration d'initiatives « innovantes » pour l'emploi des jeunes chômeurs, les pauvres et les villageois.²¹ Il cite les « innovations » tels que le travail manuel, l'agriculture, les coopératives de travailleurs, les établissements de micro-crédit et incubateurs pour promouvoir la création d'emplois par le biais de formation et d'encadrement des petites et moyennes entreprises (PME) ; la finalisation du processus de rédaction de la politique nationale pour commencer à promouvoir l'emploi et les possibilités de formation professionnelle ; et à fournir à l'Institut National pour la préparation professionnelle (INPP) les ressources nécessaires pour la mise en œuvre. Même s'il est largement admis que l'employeur doit être l'élément central pour aider à identifier les lacunes dans les compétences et les besoins d'emploi sur le marché du travail, ainsi que la mise en place de normes de certification de main de œuvre, la stratégie de réduction de la pauvreté ne précise pas comment l'éducation et le système de formation seront adaptés pour répondre aux besoins du marché du travail.

Les conclusions des interviews auprès des employeurs prouvent assez leur rôle important dans l'identification des normes techniques. Malheureusement la stratégie de réduction de la pauvreté du pays ne met pas avant un modèle sur lequel s'appuierai de manière adéquate l'éducation et la formation afin de répondre à ces besoins du marché du travail. La Banque Africaine de Développement justifie cette conclusion en affirmant que le GRDC n'a pas une véritable politique pour l'emploi des jeunes et doit mettre en place des politiques sectorielles et macroéconomiques qui prennent en charge une intense activité économique du travail ; pour promouvoir l'auto-emploi par la formation ; pour améliorer l'accès au crédit ; réformer le système éducatif ; et intégrer la Diaspora.²²

La proposition du GRDC pour créer un fonds national de micro-finance ciblant les femmes et les jeunes, ainsi que celle d'un fonds national de promotion de l'emploi qui serait financé par les travailleurs des secteurs public et privé sont autant d'autres exemples de politique de gouverne-

ment manquant des mécanismes précis pour leur mise en œuvre réussie. Le Gouvernement a également émis une autre proposition pour la gestion des jeunes sans emploi, des retraités et des soldats démobilisés dans les emplois de l'agriculture et discuté de la mise en place d'un service public obligatoire pour les 18 ans afin de « raviver leur patriotisme par la participation active à la surveillance, à la formation et à la direction de structures de développement communautaires. »²³

Les politiques gouvernementales de la jeunesse mettent en évidence le désavantage socioculturel, économique et politique des jeunes femmes, et un certain nombre d'instruments de politique et de stratégie du GRDC appelle à des mesures spéciales pour promouvoir l'équilibre des genres.²⁴ Par exemple, les Articles 14 et 15 de la Constitution prônent la parité et l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et la politique nationale du genre cherche également à faire intégrer l'égalité des chances et l'équité entre les sexes.²⁵ Il y a une *Stratégie Nationale contre la Violence Basée sur le Genre*,²⁶ et le Code pénal et le Code de procédure ont été modifiés pour mieux lutter contre la violence sexuelle. La RDC a également ratifié les principaux instruments internationaux protégeant les droits des femmes, tels que la *Convention pour l'Élimination de toutes les formes de Discrimination contre les Femmes*. Néanmoins, le Code de la famille et le Code du travail restent inchangés et continuent à discriminer contre les femmes — mettant en évidence les lacunes toujours présentes entre droit, politique, stratégie et conformité ou mise en œuvre.

Une recherche ultérieure sur le phénomène largement accepté de « *Droit d'ainesse* » est requise. Par le biais de groupes de discussion et des entrevues avec les intervenants clés, il est apparu une tendance commune de capacité limitée de jeunes à influencer le processus décisionnel. Comme dans plusieurs cultures africaines, les opinions des jeunes ne sont pas autrement considérées dans la société congolaise. Les anciens sont considérés comme les chefs décideurs dans toutes les facettes de la vie de l'adolescent et dans le développement de la communauté. Une meilleure compréhension de la façon dont cette construction culturelle définit et influence la dynamique du pouvoir entre les jeunes et les adultes d'une part et les hommes et les femmes de l'autre sera essentielle pour examiner les opportunités et les défis des jeunes en RDC.

Enfin, un conflit prolongé et la prolifération des mouvements rebelles qui ont plus ou moins transféré l'autorité vers les jeunes combattants et les recrues qui considèrent la violence comme une stratégie légitime de défense, de création d'une identité et d'amélioration du statut économique et sociale.²⁷ Constitue une émergence et, peut-être, un aspect plus complexe d'une dynamique de pouvoir de la jeunesse et du Genre en RDC. Cette analyse voudrait soutenir l'*USAID Gender Assessment*, qui conclut que le pouvoir en RDC est exercé dans une « *manière de prédateur à somme nulle* ».²⁸ Toutefois, plus de recherches sur ce transfert de pouvoir à la jeunesse dans certaines parties du pays sont nécessaires.

CONCLUSIONS DE L'ÉVALUATION

Cette évaluation se concentre sur quatre secteurs. La première partie examine l'efficacité de l'**enseignement** formel et de la formation professionnelle, étudiant plus précisément l'écart entre l'instruction que reçoivent les jeunes et les qualités requises pour réussir sur le marché du travail. L'analyse de la **croissance économique** explore les informations sur la situation de l'emploi des jeunes, y compris leur niveau de préparation pour le travail, les qualités requises par les employeurs, les obstacles à l'embauche et les stratégies de recrutement dont bénéficient les jeunes. La section sur la **santé** examine l'accès des jeunes aux services d'information et de la santé, les comportements ainsi que les habitudes des jeunes. La partie finale utilise la participation civique et politique pour analyser la **démocratie et la gouvernance**, et il met en évidence le volume de participation des jeunes dans la vie politique, leur niveau d'engagement dans leurs communautés et l'existence de programmes d'engagement civique et politique de jeunes.

Enseignement et Développement des Compétences

Contexte

Accès limité aux écoles, mauvaise qualité de l'instruction et taux de réussite faible caractérisent l'enseignement et le système de formation actuel en RDC. D'une part, un examen des indicateurs du secteur de l'éducation dans l'ensemble de l'enseignement primaire, secondaire et professionnelle montre une amélioration relative au cours des dix dernières années, principalement en raison de l'augmentation du financement par le Gouvernement, les

ménages et les donateurs. Cependant, le taux d'achèvement de l'enseignement secondaire et supérieur demeure faible, avec seulement 26% des étudiants terminant l'école secondaire.²⁹ De même, la parité dans l'enseignement primaire d'ici 2015 était autrefois considéré comme un des Objectif du Millénaire pour le Développement réalisable, mais le GRDC a reconnu son incapacité à atteindre cet objectif.³⁰

Néanmoins, le GRDC déploie un grand effort concerté pour améliorer les services d'éducation dans tout le pays. Au cours de ces dernières années, il a doublé son budget de l'éducation de 6,5 à 13,8%,³¹ un signe que le gouvernement commence à donner de la priorité à l'éducation. En outre, la Politique Nationale de la Jeunesse s'efforce de largement « améliorer et renforcer le système de l'éducation nationale et promouvoir la formation professionnelle »,³² et le GRDC a également développé un plan quinquennal du secteur de l'enseignement (2010-2015). Une évaluation externe du Plan Intérimaire de l'enseignement 2012-2014 suggère que le GRDC a maintenant un cadre pour la collaboration et la coordination entre les ministères chargés de l'enseignement et la formation technique. Un certain nombre des principaux donateurs et partenaires techniques telles que l'Organisation internationale du travail, le gouvernement belge, l'Agence française de développement et de l'Agence japonaise de coopération internationale financent des projets et/ou fournissent une assistance technique aux établissements de formation.

Actuellement, le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP) du GRDC est responsable de la formation professionnelle et technique officielle, tandis que le Ministère des Affaires Sociales cible les jeunes de moins de 15 ans avec des programmes de formation professionnelle non formelle (y compris le volet de l'alphabétisation jeunesse) et l'apprentissage professionnel. L'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP), chargé de la supervision de l'enseignement technique et les écoles de formation professionnelle, dépend du Ministère du Travail. Le GRDC a créé la Commission interministérielle pour l'enseignement technique et la formation professionnelle en 2008 afin de coordonner les acteurs multiples, et un Comité de partenaires techniques et des bailleurs. Cette commission concentre son appui sur le secteur de la formation professionnelle. Cet organe a permis au GRDC d'adopter une approche de la formation professionnelle,

ainsi qu'un cadre de qualification et de certification qui est basée sur l'expérience et la compétence. Dans le cadre d'un accord signé entre le secteur privé et le MEPS en 2011, il est prévu qu'un système de certification nationale se développera pour améliorer la qualité de la formation professionnelle et technique.

La formation technique et professionnelle (EFTP) en République Démocratique du Congo est un développement plus récent, avec 57% des établissements d'EFTP ayant été construits depuis 1991. Un reflet d'un défi national pour le système éducatif Congolais, les programmes de formation de ces établissements ne reflètent pas les demandes du marché du travail local, et le contenu de la formation reste trop général et théorique. Par exemple, des 37 régions de concentration d'EFTP possibles, 30% d'apprentis s'inscrivent dans les « études commerciales et administratives. »³³

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, la demande dépasse la capacité d'accueil des infrastructures destinées à cet effet, les inscriptions sont passées de 240 000 étudiants en 2006 à plus de 300 000 en 2008, dont environ 80% dans les institutions publiques. Les déséquilibres géographiques et entre les sexes sont également à noter, puisque 44% des étudiants sont concentrés dans la Capitale Kinshasa, et les filles représentent seulement 26% de la population estudiantine. Dans l'ensemble l'accroissement des inscriptions met en évidence l'insuffisance des infrastructures, des équipements et du personnel (enseignants et administratifs)³⁴ en RDC. Cette situation a conduit à une explosion récente du nombre d'établissements d'enseignement supérieur. Cette expansion incontrôlée a contribué à l'actuelle déconnexion entre ce que produit le système éducatif et ce qu'exige le marché du travail. Dans le même temps, le financement public pour l'enseignement supérieur a considérablement diminué ces dernières années, passant de 24% des dépenses publiques en 1980 à 7% en 2002 et 4% en 2009. Ces réductions ont lourdement pesé sur les parents, dont la plupart, quoique pauvres, devraient assurer les frais scolaires de leurs enfants au milieu d'un déclin général dans la qualité globale de l'éducation.³⁵

Compte tenu de la mauvaise qualité de l'enseignement, de l'insuffisance d'infrastructures, de la discrimination sexuelle contre les femmes et des préoccupations de sécurité natio-

nale en cours, des résultats scolaires restent pour l'heure un défi en RDC. Malgré l'augmentation récente des crédits budgétaires, le pays peine à atteindre une scolarisation primaire universelle dans le cadre de l'éducation pour tous de l'ONU conformément aux objectifs de l'ONU de 2015.

Conclusions de l'évaluation

Le tableau ci-après résume la recherche sur terrain.

Tableau 2: Résume la recherche sur terrain

ENSEIGNEMENT	
Forces	Faiblesses
Augmentation significative du budget de l'enseignement	Accès limité à une éducation de qualité
Développement des compétences	Faible formation professionnelle
Haute scolarité au primaire	Ecart entre les programmes d'enseignement et les besoins du marché de l'emploi
Effort accru dans la coordination de l'EFTP	Discrimination sur le genre
	Harcèlement sexuel et violence

Accès et pertinence de l'éducation

Des possibilités de formation sont offertes aux jeunes Congolais par le biais de programmes publics de formation, de programmes d'ONG, de centres de formation professionnelle et des entreprises privées. Parmi les jeunes qui ont participé à l'évaluation, 78,6% (47% des filles et 32% des garçons), estiment que l'éducation est essentielle pour l'emploi et indispensable pour briser le cycle de la pauvreté. La majorité de jeunes a également examiné des voies pour gagner un salaire décent, à la fin de leurs études et pour acquérir une certification appropriée (équivalent d'un diplôme d'études secondaires ou baccalauréat) de formation.

En RDC, plus de 7,3 millions d'enfants et d'adolescents âgés de 5 à 17 ne sont pas à l'école,³⁶ et 52% d'entre eux sont des filles. Quelque 1,2 millions, soit 21%, de ces non-scolarisés sont âgés de 14 à 17 ans, et la majorité est con-

Tableau 3 : Taux d'alphabétisation dans le groupe des participants au YouthMap

Provinces	Garçons					Filles					Totaux %
	Urbain		Rural		Total %	Urbain		Rural		Total %	
	Lettrés %	Illettrés %	Lettrés %	Illettrés %		Lettrés %	Illettrés %	Lettrés %	Illettrés %		
Kinshasa	20,9	1,8			22,7	15,2	2,3			17,6	40,2
Katanga	13,9	1,0	1,6	0,2	16,6	5,5	2,1	2,3	0,2	10,2	26,8
Oriental	3,1	0,4			3,5	4,1	0,6			4,7	8,2
Kasai	5,5	1,8	1,8	4,9	13,9	2,7	2,0	1,2	5,1	10,9	24,8
Totaux	43,4	4,9	3,3	5,1	56,6	27,5	7,0	3,5	5,3	43,3	100

stituée des filles (64%).³⁷ Les obstacles à l'enseignement primaire et secondaire sont la distance vers l'école, la pauvreté, l'accessibilité des frais scolaires, le faible niveau de formation des enseignants, des infrastructures scolaires insuffisantes et un environnement d'apprentissage peu propice, la discrimination entre les sexes et les normes socioculturelles qui empêchent en particulier les filles de fréquenter l'école, le décès d'un parent, les enfants vivent mal l'adoption (enfant vivant dans un ménage autres que ses parents) et l'insécurité dans certaines parties du pays.³⁸ L'analyse montre que les disparités entre les sexes dans l'accès à l'éducation sont liées en partie à la fois aux facteurs socioculturelles (par exemple, les mariages précoces et la grossesse) et économique (pauvreté), les facteurs qui favorisent les garçons, particulièrement lorsque les choix sélectifs s'impose au sein de la famille. En outre, les pratiques sexistes au sein de l'école telle que l'absence de toilettes séparées peuvent décourager les filles de fréquenter l'école. Beaucoup de jeunes et d'intervenants clés ont parlé du phénomène des « notes sexuellement transmissibles », pratique où les étudiantes ont des relations sexuelles avec leurs professeurs pour obtenir de bonnes notes. Résister à cette pratique occasionne pour certaines jeunes femmes des appréciations en grades inférieures à celles qu'elles pensaient mériter alors que celles qui cèdent sont souvent bonifiées avec une note non qualifiée, avec, parfois en prime, une infection sexuellement transmissible, une grossesse non planifiée, un avortement improvisé. Dans la Province Orientale, une jeune fille a déclaré : « même dans le milieu scolaire, je suis confronté également au harcèle-

ment sexuel par un professeur qui m'a forcé à sortir avec lui, » tandis qu'une autre jeune femme a déclaré : « à cause du harcèlement sexuel à l'école, j'ai demandé l'autorisation de changer mon programme d'études. »

Perspectives des jeunes

Dans le groupe des participants de l'évaluation YouthMap, le taux d'alphabétisation et le niveau de compétence global étaient supérieurs en milieu urbain par rapport aux zones rurales et les garçons plus favorisés que les filles.

L'étude révèle des cas de jeunes pauvres et vulnérables (filles et garçons) qui croient fermement en l'avenir et qui, malgré les nombreux défis, ont persévéré pour finir leurs études, parfois en travaillant dur pour financer leur scolarité par des activités rémunératrices. Parmi leurs pairs et au sein de leurs communautés, ces élèves sont considérés comme des modèles influents pour d'autres, et ils constituent un motif de fierté pour leurs familles et l'ensemble de la collectivité. L'étude a également noté la présence de plusieurs organisations qui se battent pour améliorer la qualité de l'éducation et/ou fournissent une éducation de la formation professionnelle de qualité et, elles représentent des modèles positifs pour amener les pratiques prometteuses de l'éducation à la communauté. Les exemples incluent les organismes suivant :

- Au Katanga, *Cité de Jeunes* offre une formation professionnelle aux jeunes hommes ;

- À Kisangani, l'**Association des jeunes du Plateau médical** fournit le mentoring et la gestion des micro-projets pour les jeunes qui participent à la formation à la mécanique automobile ;
- A Kinshasa, **Don Bosco** se spécialise dans la formation et l'emploi pour les jeunes filles vulnérables ; l'**Association des amis du père Tony** (ASAPT) a formé et fourni des assistants de recherche pour cette évaluation; la **Fondation Kuvuna** a encadré plus de 100 jeunes chaque année pour le leadership de la jeunesse et la formation de l'engagement civique ; et l'**École Supérieure de Management de Kinshasa**, qui est la première institution d'enseignement supérieur qui se spécialise dans l'emploi, l'esprit d'entreprise et la formation à la gestion des emplois par le biais de partenariats officiels avec plus de 25 sociétés où les étudiants à temps plein ont accès à des possibilités de stage professionnel dans le cadre de leur cursus universitaire.

Près de 20% des élèves congolais sont inscrits dans des EFTP. Ces écoles connaissent les mêmes défis que les institutions ordinaires : accès limité, manque de programmes d'études et de programmes pour certains métiers, matériel vétuste et obsolète, manque ou vieillissement des enseignants qualifiés et inadéquation entre formation et besoin du marché du travail. Un défi supplémentaire est que les congolais perçoivent négativement les EFTP. Ils les considèrent comme étant destiné à ceux qui ne réussissent

pas dans l'éducation «ordinaire», et la multiplication des écoles privées, sans licence, semble appuyer ce point de vue. Les participants aux groupes de discussion ont également dénoncé des programmes scolaires et des matériels didactiques dépassés, comme en témoigne un jeune homme travaillant dans le secteur minier au Katanga qui affirme avec angoisse que « le niveau de la technologie que nous utilisons au travail est plus élevé que le niveau de formation que nous avons reçu ». Une étudiante en informatique à Kinshasa, quant à elle s'inquiétait de la formation en ces termes, « [notre] formation est plus théorique que pratique et nous avons une machine pour 52 personnes. » Les Jeunes interrogés ont également mentionné la persistance de certaines pratiques traditionnelles (p. ex., les mariages précoces), du harcèlement sexuel et de la corruption dans les universités et établissements de formation comme facteurs contribuant à « abaisser le niveau d'instruction et à décourager la participation des filles à l'école. » En ce qui concerne leur formation, un étudiant à Kananga a déclaré que « la formation reçue ne correspond pas aux exigences et aux besoins réels du marché du travail. » Un autre adolescent dans Kipushi (Katanga) a lié l'accès à l'école et à la formation avec la pauvreté en décrivant le coût comme « un véritable défi pour le développement des compétences », qui limite leurs possibilités de s'instruire. Certains jeunes ont reconnu que la formation professionnelle reste un atout car il offre des possibilités de travailler et de gagner rapidement leur vie. Un jeune homme à Kinshasa dit: « l'éducation nous permet d'acquérir des connaissances, mais c'est la formation

Tableau 4 : Comparaison des compétences perçue comme essentielle par les jeunes et les employeurs

Compétences	Compétences essentielles pour les postes d'entrée d'après les jeunes	Compétences requises pour les postes d'entrée par les employeurs
Compétences techniques	Ordinateurs Mathématiques et lettres Secrétariatou Gestion hôtelière Menuiserie, Couture, cuisine, maçonnerie, mécanique, et construction Soins, Conduite automobile, et anglais	Ordinateurs Comptabilité, ventes et marketing Services administratif et service client Qualifications manuelles Autres(par exemple, conduite et anglais)
Savoir-être	Considéré comme peu important	Travail d'équipe, forte éthique de travail, intégrité, fidélité à la compagnie, communication, gestion du stress, résolution des problèmes

[professionnelle] technique qui nous permet d'acquérir des compétences. Il n'y a pas de niveau, un juste besoin de connaître son travail, travailler et gagner sa vie. »

Dans le but d'améliorer la qualité de la formation professionnelle, la coopération technique belge implémente un projet qui vise à combler le déficit de compétences de marché du travail dans des domaines tels que la mécanique automobile, l'électricité, l'agriculture, la confection, l'électronique, l'administration commerciale et les sciences vétérinaires. L'accent est mis non seulement sur le contenu amélioré et approprié et la prestation de la formation, mais aussi sur l'amélioration de l'image de l'enseignement et la formation technique des étudiants, employés et autres parties prenantes. Le projet s'assure également que les jeunes femmes ont accès à cette formation. Un projet supplémentaire pris en charge inclut des rénovations d'installations et d'infrastructures et un partenariat essentiel avec la délégation interministérielle pour l'enseignement technique et la formation professionnelle. Le projet est mis en œuvre à Lubumbashi et au Haut Katanga (Katanga) ; à Mbuji-Mayi (Kasai Oriental) ; à Kisangani et à la Tshopo (Province Orientale) ; à la Mongala et au Sub Ubangi (Equateur).

Plusieurs jeunes ont déclaré, dans le démarche de combler l'écart de compétences du marché du travail, que l'acquisition des compétences plus techniques et pratiques leur fournirait davantage d'occasions pour l'emploi et l'entrepreneuriat. Les employeurs et autres parties prenantes sont d'accord que les programmes de formation existants sont surtout théoriques et apportent rarement une plus-value au travail, tout en mettant l'accent sur l'importance de la vie quotidienne. Le tableau ci-dessous met en évidence cet écart de compétences entre l'éducation et la formation que les jeunes estiment avoir besoin pour le travail et les besoins des employeurs. Alors que les employeurs jugent important le savoir-être, les jeunes ne sont pas conscients de son importance et sont davantage préoccupés par l'acquisition d'ordinateurs et autres compétences techniques.

Au cours des discussions de groupes, les participants de YouthMap ont affirmé que le système éducatif actuel ne prévoit pas de comité d'examen des compétences pratiques nécessaires pour leur permettre de pénétrer le marché du travail, un message renforcé par des jeunes qui ont participé à l'atelier de restitution aux comités des pairs. Les

Tableau 5 : Préparés au marché du travail

	Garçons	Filles
Prêts à l'emploi après la formation	43%	30%
Pas prêts à l'emploi après la formation	57%	70%

thèmes des discussions autour de la question du renforcement et du développement du savoir-être et du savoir-faire étaient également communs. Certains jeunes ont affirmé qu'ils « doivent faire plus qu'un diplôme, » tandis que d'autres ont reconnu que la « capacité de résoudre des problèmes sociaux » est encore plus importante que le niveau d'étude. Seulement 43% des garçons et 30% des filles interrogés se sentent préparés à affronter le marché de l'emploi après leurs études, et la plupart ont exprimé la nécessité d'une expertise supplémentaire. D'autres semblent douter sur les qualifications étant déjà acquises comme utiles pour le monde du travail. Cette discussion sur l'état de préparation au travail était centrée sur un manque de compétences dans trois domaines clés : ordinateurs, formation professionnelle et technique et ainsi que l'esprit d'entreprise.

Le décalage final que l'évaluation a identifié portait sur l'expérience professionnelle. Les jeunes considèrent l'expérience professionnelle comme un atout majeur pour l'emploi, tandis que la plupart des employeurs (80%) ont déclaré que l'expérience n'est pas obligatoire pour les postes d'entrée. En plus, la recherche révèle un parti pris sexiste pour les postes d'entrée. Le point de vue des intervenants clés est que les hommes ont des avantages significatifs par rapport aux femmes dans les emplois techniques en raison des normes socioculturelles qui favorisent des hommes dans ces rôles.

Perspectives de l'employeur

Les jeunes et les employeurs mettent unanimement en évidence la déconnexion entre les besoins du marché du travail et la formation. Les employeurs ont reconnu la nécessité d'établir de meilleures communications avec les institutions de formation. Néanmoins, l'évaluation a constaté que les employeurs se sentent prêts à combler l'écart théorique et pratique par des programmes de formation interne des employés. Quarante-vingt-dix pour cent des employeurs ont signalé qu'ils forment leurs employés au

travail, tandis que près de la moitié des employeurs interrogés ont assuré mener une formation classique interne. Il est moins fréquent pour les employeurs de recourir à des institutions de formation extérieures pour leurs programmes de formation. Toutefois, 64% des employeurs interrogés ont exprimé la volonté d'investir financièrement dans le cadre de la formation en dehors du milieu du travail. Bien que la formation actuelle se concentre davantage sur les efforts de la responsabilité sociale des entreprises, les principaux intérêts partagés des employeurs étaient d'avoir des employés qualifiés ayant comblé leurs écarts de compétences.

Jeunes Modèles

Les entrevues de YouthMap avec les administratifs de l'enseignement sur les caractéristiques clés exposées par les jeunes qui sont considérés comme des modèles soulignent l'importance du savoir-être, telle qu'exprimée dans la synthèse des résultats suivants :

- **Attitudes et comportements affichés** : ponctuel, obéissant, attentif, responsable, respectueux et discipliné ;
- **Image personnelle dépeinte** : décent, moderne, fiable et solide éthique;
- **Perspectives d'avenir** : tourné vers l'avenir, engagé, entraîné et focalisé.

Principales considérations pour les programmes

L'éducation est considérée comme un atout important pour la jeunesse. Les jeunes interrogés ont noté que la lecture et l'écriture sont nécessaires à la réussite de la vie, et elles ne peuvent être obtenues seulement que par le biais de l'éducation formelle. Certains facteurs clés doivent être envisagés dans le cadre des futures décisions pour la planification sur la jeunesse en RDC. Il s'agit de ce qui suit :

- L'éducation doit varier selon les régions, et une éducation de qualité est perçue comme une denrée rare à travers le pays à tous les niveaux de l'enseignement. Bien que l'accès à l'enseignement primaire ait augmenté dans tout le pays ces dernières années, la qualité est tout aussi importante pour le développement à long terme de la jeunesse. Il est tout aussi nécessaire de se focaliser sur le niveau secondaire, tertiaire et de la formation professionnelle.

- Afin d'augmenter les chances des jeunes d'obtenir un emploi dans le secteur privé, il faut rendre les formations plus pratiques et en améliorer la qualité et la pertinence. L'intégration du savoir-faire et du savoir-être dans l'éducation formelle et informelle est essentielle.
- L'accès à l'éducation et aux services de formation pour ceux vivant dans les zones rurales, particulièrement isolées des provinces, doit être amélioré.
- Il faut s'assurer que les programmes de formation pratique (et non théorique) et les outils de coaching associés utilisent des approches, des activités et méthodes pédagogiques adaptés à la jeunesse.
- En plus de la formation technique, une plus large formation pour aider les jeunes à comprendre le cycle de planification et de gestion de projets (p. ex., recherche, évaluation des besoins, conception, mise en œuvre et suivi et évaluation), ainsi que de l'autonomie fonctionnelle (par exemple, la résolution des conflits, la pensée critique et esprit d'équipe,) sera essentiel. Cette formation peut se faire de concert avec des stages, des apprentissages, et/ou des programmes de placement de travail.
- Il faut fournir des opportunités aux jeunes d'appliquer leurs nouvelles compétences par le biais de stages et offres d'emploi avec USAID IPs, ONG, secteur privé et partenaires de la société civile.
- Pousser l'Ecole Supérieure de Management de Kinshasa à étudier un éventuel partenariat et/ou une réplique de leur modèle d'apprentissage par l'expérience.

L'Emploi et la Préparation à l'Emploi

Contexte

Tableau 6: Secteurs prioritaires de formation des jeunes

Electricité
Agro-business
Mécanique automobile
Plomberie
Beauté et coiffure
Technicien de Réfrigération
Coupe et couture
Maçonnerie
Menuiserie
Secrétariat
Foresterie et Pêche
Mécanique industrielle
Construction
Hôtellerie
Exploitation minière

Selon le GDRC, la croissance économique était de 7,2% fin décembre 2012 et atteindra 8,2% en 2013, son plus haut niveau depuis les années 1970.³⁹ Toutefois, le chômage dans le pays reste élevé et constitue une préoccupation majeure pour le gouvernement. Cette anxiété s'accroît en partie en raison de l'accroissement de la population estimée à 3,1% et un taux de fécondité demeuré stable à une moyenne de 6 enfants par femme. À moins que la croissance démographique soit mieux gérée, plusieurs projections prévoient que la population congolaise doublerait tous les 25 ans.⁴⁰ La pointe de la tendance démographique vers la jeunesse représente environ 50% de la population entre 15 et 64 ans.⁴¹ Cette croissance rapide chez les jeunes du pays exerce une pression supplémentaire sur le système scolaire, le système de santé et, plus largement, le marché du travail.

La pauvreté et l'emploi en RDC sont étroitement liés. Le GRDC a reconnu que la majorité de la population congolaise est pauvre : un faible revenu, des besoins alimentaires non satisfaits, une incapacité d'accès aux soins de santé et à

la scolarité et un manque de logement décent. La pauvreté se traduit par des taux de chômage élevé chez les jeunes Congolais, particulièrement entre 15 et 24 ans, vivant en milieu urbain.⁴² Le secteur informel qui en résulte comprend 80%⁴³ de l'économie, et la majorité des entreprises jeunes sont logées dans cette catégorie. Considérant ce secteur informel surdimensionné comme un obstacle à la croissance économique plus rapide et une réduction de l'assiette fiscale, le GRDC prévoit de tirer parti de sa « créativité, de l'esprit d'entreprise et de l'éthique du travail » pour examiner les dispositions légales et réglementaires ainsi que la mise en œuvre des politiques et des stratégies pour permettre à l'économie informelle à créer des emplois, réduire la pauvreté et étendre les filets de sécurité sociale.⁴⁴

Bien que le taux de chômage national dans l'économie formelle soit estimé à 18%, le taux est de 32% pour les jeunes de 15 à 35 ans, un groupe d'âge qui représente plus d'un quart de la population. La publication *Perspectives Économiques en Afrique 2012* de la Banque Africaine de Développement affirme que plus de 70% des jeunes âgés de 15 à 24 n'ont pas accès à ceux des zones urbaines et périurbaines très durement touchées. Bien qu'il n'y ait pas un chiffre qui mesure avec précision le sous-emploi et le chômage chez les jeunes, son échelle est réel, tout comme son incidence relative aux filles, plus vulnérables au chômage en raison du manque d'éducation et barrières socioculturelles.

En vue de s'attaquer à l'accès limité, la mauvaise qualité et le défaut de pertinence de la formation pour le marché du travail, le GRDC a mis en place, en 2008, une Commission interministérielle pour l'enseignement technique et pour la formation professionnelle qui devrait assurer l'harmonisation entre les ministères multiples. Le tableau 5 représente les secteurs prioritaires de formation pour les jeunes que la commission a identifiés. Le GRDC a adopté une vision de programme de large formation professionnelle qui comprend un cadre de qualification et de certification, ainsi qu'un programme de formation axée sur les compétences qui l'accompagne, lié à une expérience de travail dans le cadre d'un régime d'une certification nationale éventuelle. En 2011, le ministère de l'éducation a signé un accord avec le secteur privé pour améliorer la qualité de l'enseignement et celle de la formation technique — pour combler l'écart entre formation et besoins du marché du travail.

Les jeunes sous-employés ou sans emploi ne peuvent pas attendre jusqu'à ce que la croissance économique les atteigne. En RDC, de récentes études et enquêtes montrent que, bien qu'il y ait une un élan croissance, la création d'emplois est modeste.⁴⁵ L'analyse du Fonds monétaire International (FMI) de la précédente stratégie de réduction de la pauvreté montre que seuls deux des 25 actions prévues pour la création d'emplois ont été menées — la rédaction d'une politique nationale pour l'emploi, la formation professionnelle et le renforcement des capacités des organismes gouvernementaux chargés de la gestion du travail.⁴⁶ Bien que le GRDC ait créé l'Observatoire de l'emploi et de la formation professionnelle et une meilleure gestion du marché de l'emploi par le biais du programme efficace de traitement des données (PIEGMA), le rapport intérimaire du FMI reste muet sur les emplois réels créés.⁴⁷

La RDC devra créer entre 2 et 4 millions d'emplois chaque année pour absorber ceux qui intègrent le marché du travail et réduire la pauvreté.⁴⁸ Ce travail exige un fort engagement, tant des partenaires donateurs que du GRDC, pour favoriser l'emploi des jeunes. Dans le DSCR 2, le GRDC s'est engagé à créer 900 000 emplois pour les jeunes entre 2012 et 2016.⁴⁹

Dans une autre tentative pour résoudre le chômage des jeunes, en 2013, le Ministère de l'emploi, travail et sécurité sociale a annoncé un programme national d'emploi de la jeunesse appelé le **Programme National pour l'emploi des jeunes** (Pro-YEN), celui-ci vise à créer plus de 13 millions d'emplois entre 2013 et 2020. L'accent est mis sur l'amélioration du marché de l'emploi congolais grâce à la formation professionnelle, la promotion des initiatives des jeunes et la mise en place des ressources pour la lutte contre la pauvreté. Cette initiative est un partenariat entre le GRDC et de l'Organisation Internationale de Travail (OIT), réseau emploi des jeunes (YEN).

En ce qui concerne l'environnement de la RDC pour l'entrepreneuriat et le travail indépendant, le rapport 2012 de Doing Business de la Banque mondiale classe le pays à la 178ème place. L'accès limité au crédit a été partiellement responsable de cette dégringolade. Néanmoins, les institutions de micro finance et les coopératives d'épargne et de prêts se développent rapidement dans le pays. En 2011, comme pour encourager ces institutions, le gouver-

nement a créé un fonds de micro finance national pour renforcer le cadre réglementaire.

Conclusions de l'évaluation

Le tableaux suivant présente un résumé de nos observations sur les opportunités d'emploi pour les jeunes en RDC.

Tableau 7a: Résultats de l'évaluation et un résumé des conclusions sur les possibilités d'emploi des jeunes en RDC.

EMPLOI : FORMEL/INFORMEL	
Forces	Faiblesses
Emploi des jeunes rendu prioritaire par le Gouvernement à travers l'initiative PRO-YEN	Peu d'opportunité d'emploi
Initiatives isolées du secteur privé	Peu de stimulation pour l'entrepreneuriat, l'auto-emploi et la création générale d'emploi
	Discrimination à l'embauche
	Pas de remplacement des retraités
	Écart entre formation/compétences fournies par le système d'éducation et compétences demandés par le marché du travail

Tableau 7b: Résultats de l'évaluation et un résumé des conclusions sur possibilités d'entrepreneuriat des jeunes en RDC.

ENTREPRENEURIAT	
Forces	Faiblesses
Initiative des jeunes	Accès limité au capital et aux prêts
Bonne volonté pour démarrer	Manque de compétences de développement d'affaires
	Corruption
	Vision étroite de l'avenir

Situation professionnelle des Participants YouthMap

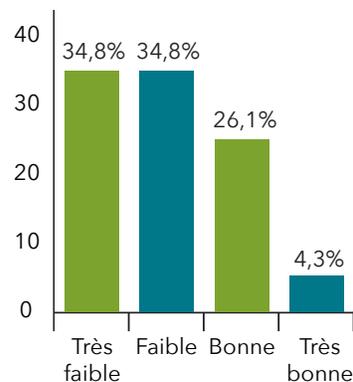
La plupart des jeunes dans les groupes de discussion ont été impliqués dans certaines formes d'activités économiques mais ils n'étaient généralement pas satisfaits. Plus de 50% de ces jeunes répondants n'étaient pas satisfaits de leur situation actuelle de l'emploi, alors que plus de 60% ont déclaré avoir participé à des activités économiques informelles comme moyen de survie de base.

Figure 5 : Opportunités pour les jeunes sur le marché de l'emploi



70% des entreprises interrogées ont implicitement avoué qu'ils ne visaient pas spécifiquement les jeunes comme nouvelles recrues. La capacité faible d'absorption du secteur privé par rapport au nombre de jeunes au chômage est tout aussi inquiétante. Pour la majorité des jeunes en République démocratique du Congo, l'emploi formel est une préoccupation majeure ; Il est perçu par les jeunes comme l'unité principale de mesure pour la croissance personnelle, communautaire et de développement de la famille. Alors que la majorité des participants à l'étude a déclaré qu'ils travaillaient dans le secteur informel. Au cours d'une interview à Kinshasa, un jeune homme a déclaré que « manquer d'emploi, c'est rester pauvre. »⁵⁰ Il s'agit d'une préoccupation particulièrement forte chez les jeunes les plus vulnérables (p. ex., pauvres et vivant en milieu urbain), qui voient l'emploi comme le seul moyen de sortir de leur précarité. Ce sentiment était également très prononcé chez les jeunes hommes que les jeunes femmes, qui peuvent être associées à des rôles du genre que la culture locale met en évidence en ce qui concerne le rôle des hommes dans la famille et la communauté.

Figure 6 : Capacité du marché de l'emploi à absorber la demande (Enquête auprès des employeurs)



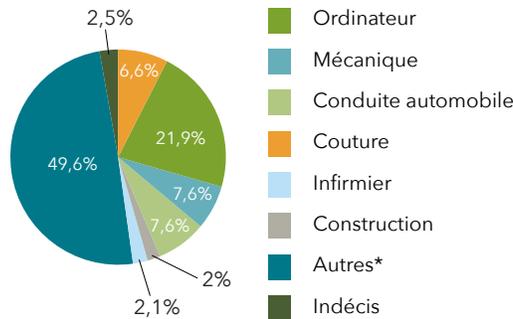
En 2011, avec l'aide de donateurs, le GRDC a lancé un programme pilote visant à recruter de jeunes diplômés. Cinquante-quatre jeunes ont participé à ce programme en 2011, avec l'objectif d'en atteindre cinq cents à la fin de 2012. La mission du programme gouvernemental Pro-YEN est de guider et de superviser les jeunes travailleurs vers une meilleure insertion professionnelle.⁵¹ Pro-YEN est l'unique effort national rencontré par l'équipe d'évaluation qui possède des actions concrètes et détaillées et des initiatives pour répondre au problème de l'emploi en RDC. Le reste est constitué des stages isolés et d'autres initiatives de sociétés privées telles que VODACOM CONGO, AIRTEL, ProCredit, Trust Merchant Bank et des sociétés minières telles que Tenke Fungurume et Banro.

En ce qui concerne le travail indépendant et l'entrepreneuriat, le gouvernement de la Belgique et l'OIT, par le biais de YEN, mettent en œuvre un projet d'emploi jeunesse de trois ans dans la province du Katanga. Également connu sous le nom de Programme d'Activités pour l'Emploi des Jeunes dans la province du Katanga (PAEJK), il vise à renforcer la capacité entrepreneuriale des jeunes ; d'accroître l'accès des jeunes à la micro finance ; de renforcer l'emploi des jeunes diplômés des écoles de formation professionnelle ; et de promouvoir l'emploi des jeunes en renforçant la gouvernance du marché du travail de Katanga.

Obstacles à l'emploi

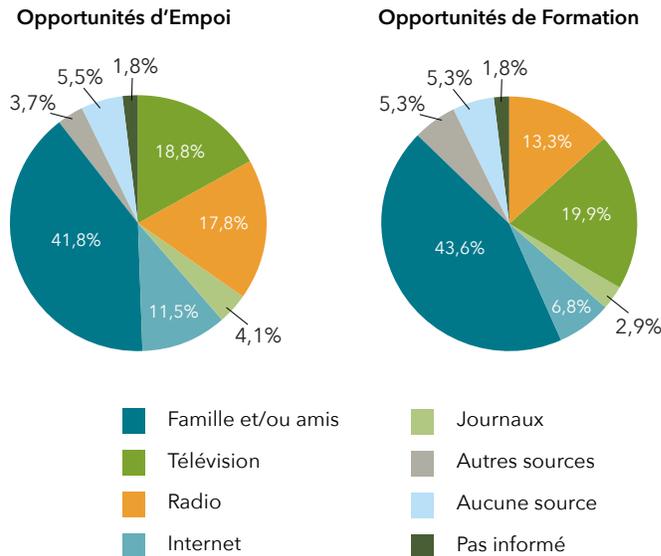
Corruption, harcèlement de la police, harcèlement sexuel de la jeune femme par les employeurs et les employeurs po-

Figure 7 : Compétences demandées par les participants YouthMap



* Les compétences suivantes ont été identifiées au sein de la catégorie Autres : entrepreneuriat, sécurité, technologies de l'information, évaluation du projet, maçonnerie et minière.

Figure 8 : Comment les participants au YouthMap sont informés des opportunités de formation et d'emploi



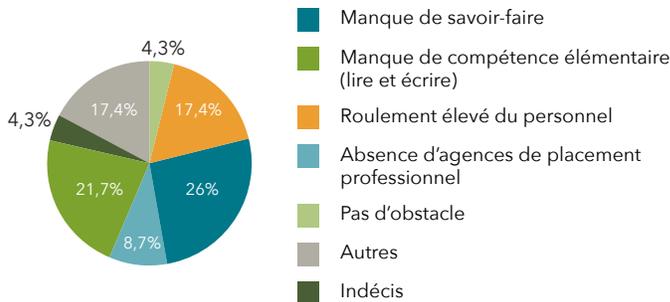
tentiels ; favoritisme et népotisme, insécurité de l'emploi, manque de réseaux et systèmes éducatifs pauvres représentent autant des défis du marché du travail évoqués par les participants au YouthMap. Pour les employeurs, les obstacles plus courants mentionnés pour l'embauche des jeunes (et applicables à tous les secteurs) sont : le manque de qualifications de base d'instruction et de capacité de calculer, le manque de savoir-faire et de savoir-être.

L'évaluation de la jeunesse a également mis en lumière le manque d'éthique au travail et de politiques de recrutement proactifs parmi les facteurs qui limitent l'accès des jeunes à l'emploi en RDC. Ces questions deviennent encore plus compliquées en ce qui concerne le recrutement du gouvernement et du secteur public, en raison de la discrimination liée au sexe, à la famille ou à la tribu et à des critères trop contraignants (par exemple, l'exigence d'une expérience professionnelle de plus de trois ans). Une bonne partie des jeunes interrogés ont souligné la barrière « vaste expérience » dans le cadre de la procédure de recrutement, laissant peu de chances aux jeunes qui sortent de l'école. En ce qui concerne les disparités entre les sexes, les femmes occupent seulement 2,8% des emplois salariés, essentiellement concentrés dans l'agriculture, le secteur informel et le commerce.⁵² « Il y a trop de cas de harcèlement sexuel pour une jeune fille qui veut se faire embaucher » a déclaré une participante lors d'un groupe de discussion à Kisangani.

Les jeunes ont également dénoncé la corruption comme un obstacle sérieux pour l'accès des jeunes au travail. « La corruption se porte bien en RDC. », dit un jeune homme de la ville rurale de Demba, dans la Province du Kasai Occidental. Un autre jeune de Kananga affirme dans le Kasai-Occidental que « l'emploi est accordée par le biais de dons. Ils ne se soucient pas des compétences. » Les connexions jouent un rôle majeur dans la recherche d'un emploi en RDC. Les jeunes estiment qu'avoir des relations politiques, des parents puissants, et/ou de l'argent pour corrompre sont essentiels à l'obtention d'un emploi. Ce qui a été corroboré par les participants au YouthMap qui signalent qu'ils recherchent l'emploi, principalement par le biais de leurs parents et amis.

Sur le plan de l'enseignement supérieur, les possibilités d'emploi après achèvement sont rares. Des 9.000 jeunes qui sortent des universités congolaises chaque année, moins de 100 arrivent à trouver un emploi.⁵³ Faute de toute autre opportunité d'emploi, bon nombre de ces diplômés deviennent souvent commerçants ambulants, cambistes d'argent, opérateurs de téléphones publics, ou agent de sécurité. Ce manque de travail et l'absence de mécanismes de surveillance efficaces pousse également beaucoup de jeunes gens dans le crime. Depuis 2008, le crime organisé à Kinshasa s'est développé à un rythme effarant. Cette recru-

Figure 9 : Obstacles des employeurs dans le recrutement de jeunes



descendance est due à l'augmentation des gangs de rue appelée « Kulunas ». Dans d'autres parties du pays, comme l'Est et certaines parties de la province du Katanga, les groupes rebelles exploitent les jeunes chômeurs.

Les employeurs ont déclaré que les deux principaux obstacles au recrutement incluent le manque de compétences techniques et de compétences de base telles que la lecture et l'écriture. Étant donné que 98% des répondants estiment que la qualité de leur formation est insuffisante pour répondre aux exigences de l'emploi, il est facile de comprendre pourquoi les jeunes Congolais sont déçus par leur système éducatif. C'est cette carence éducative qui explique la recherche généralisée pour des qualifications additionnelles par les jeunes et les employeurs qui pensent que le système éducatif « produit fini » n'a pas de qualité.

Hormis le côté le système éducatif formel, les répondants notent l'esprit d'entreprise (en particulier dans le secteur informel de l'agriculture, de la couture, de petits métiers, des cosmétiques, de l'alimentaire et de la mécanique) comme une alternative prometteuse à l'emploi. Comme mentionné plus haut, plus de la moitié des répondants sont actifs dans le secteur informel ; ainsi, les jeunes urbains et ruraux reconnaissent le rôle de l'économie informelle (entrepreneuriat) dans la réduction du chômage. À Kinshasa, par exemple, les jeunes hommes sont impliqués dans des petits métiers, le transport, la mécanique et la maçonnerie, tandis que les jeunes femmes s'engagent dans la coiffure, la manucure—la pédicure—la couture et les petits métiers. Les différences apparaissent également en fonction de l'environnement ; par exemple, dans la province du Kasai,

les garçons sont actifs dans les métiers artisanaux de diamants et de télécommunications, tandis que les filles sont plus impliquées dans l'agriculture, la fabrication de l'huile et les petits métiers. Il est également important de noter que les filles des zones rurales s'adonnent plus à l'agriculture comme option de l'emploi, tandis que ceux des zones urbaines considèrent l'agriculture comme « travail des villageois. »⁵⁴

La plupart des jeunes interrogés ont participé à un mélange d'activités qui a généré des ressources pour la survie et/ou à l'appui de leur scolarité. Les jeunes en RDC ont identifié la faible culture de l'entrepreneuriat, le manque de services et d'un environnement de régulation, les moyens insuffisants et la corruption comme de véritables obstacles à l'entrepreneuriat. Il ressort clairement des discussions que le renforcement des capacités techniques et des compétences managériales des jeunes dans le domaine des petites et moyennes entreprises (PME) serait une solution appropriée au problème du chômage des jeunes, avec un grand effort du gouvernement de formaliser le secteur des PME en RDC. Cela fournirait à la jeunesse Congolaise des opportunités accrues. Un jeune à Kisangani, a déclaré à cet effet: « J'ai un ami qui avait une petite boutique, quand nous étions à l'Université. Il avait commencé avec ses propres fonds, mais aujourd'hui c'est devenu un grand magasin. Aujourd'hui il a même abandonné la province pour s'approvisionner ailleurs. »

Principales considérations pour les programmes

Les principales considérations des programmes devraient inclure les éléments suivants :

- Mise en œuvre d'une planification axée sur la jeunesse qui renforce les capacités des jeunes pour un futur emploi et la productivité en mettant l'accent sur l'esprit d'entreprise, la promotion des « créateurs d'emplois » et des « demandeurs d'emploi. » Ce type de planification devrait être la prise en charge offerte aux jeunes avec la bonne combinaison de compétences pertinentes, des services de soutien et une expérience de travail pratique pour les aider à passer avec succès la transition vers le marché. Bien exécuté, un modèle de cette nature peut catalyser les partenariats public-privé dynamiques qui renforcent les programmes d'employabilité et entrepreneuriat-jeunesse

sur une plus grande échelle et sur la durée. Ce modèle d'employabilité vise à offrir aux jeunes une formation plus dynamique et plus significative et une expérience par des stages qui leur permettent de garantir des emplois décents et/ou créer des entreprises.

- Intégration du mentoring dans les pratiques de recrutement. Les jeunes ont besoin d'encadrement, et ils peuvent être regroupés en réseaux de travail et/ou de l'industrie comme moyen de renforcement de leurs capacités et connaissances. Ce regroupement serait particulièrement important pour les métiers, l'assainissement, l'agriculture, les transports et l'industrie minière.
- Pratique de la promotion fondée sur le mérite à l'embauche qui inclut les jeunes et n'opèrent aucune distinction de sexe, de localisation, de handicap, etc.
- S'appuyer sur les partenariats public-privé d'emplois productifs. Par exemple, s'appuyer sur des partenariats actuels avec Trust Merchant Bank (TMB) et Tenke Fungurume Mining (TFM) dans la Province du Katanga, pour soutenir le développement de la jeunesse, l'entrepreneuriat social et l'accès aux capitaux de démarrage pour les entreprises en phase de lancement.
- Appui et renforcement de Pro-YEN pour atteindre son objectif de placer 13,5 millions de jeunes dans le monde du travail grâce aussi bien à l'emploi qu'à la création de micro-entreprises.
- Intégration des indicateurs relatifs à la jeunesse dans chaque DO et activités connexes dans le cadre du système de suivi et évaluation de USAID/RDC.
- Intégration des questions spécifiques de la jeunesse pour l'analyse à titre de sujets standards à être soulevées dans les appels d'offres, appels à candidatures et autres offres techniques

Accès à la Technologie

Le rôle de la technologie et de la communication est croissant dans le monde actuel, et les jeunes sont à l'avant-garde. Cette étude visait également à déterminer

Tableau 8 : Accès au téléphone mobile des participants de YouthMap

	Accès	Pas d'accès
Kinshasa	96,80%	3,20%
Katanga	86,00%	14,00%
P. Orientale	84,00%	16,00%
Kasai	78,74%	21,26%

Tableau 9 : Accès à l'ordinateur et à l'Internet des participants de Youth-Map

Fréquence	Ordinateur	Internet
Tous les jours	16,6%	15,4%
2-3 fois par semaine	18,8%	18,6%
Une fois par semaine	4,9%	4,9%
Une fois par mois	2,7%	2,1%
Rarement	14,6%	12,9%
Jamais	42,4%	46,1%

l'accès des jeunes à la technologie (ordinateurs, téléphones portables et internet). Alors que seulement 17% des jeunes dans l'étude avaient accès à un ordinateur, 39% avaient accès à internet au moins une fois par semaine. Et presque tous les participants avaient accès à un téléphone mobile. Cependant, les jeunes étaient clairs à propos de la radio et de la télévision comme médias les plus populaires pour l'accès à l'information. Comme les téléphones mobiles donnent à la communication une portée plus large, il deviendra de plus en plus vital pour les parties prenantes de tirer parti des SMS et autres aspects de la technologie mobile de façon novatrice pour atteindre les jeunes à travers la RDC. De cette façon, la technologie mobile peut combler une lacune de communication indispensable pour toucher les jeunes. Toutefois, à l'heure actuelle, malgré la pénétration de la technologie, les jeunes gens se tournent surtout vers la famille et les amis quand ils cherchent de l'emploi ou des programmes de formation — avant même la TV et la radio.

Hygiène de Vie et Santé

Contexte

Selon le rapport 2013 du FNUAP sur la *Situation des Jeunes et des Adolescents en Afrique Subsaharienne*, la RDC a le deuxième taux le plus élevé de grossesses des adolescentes dans la région,⁵⁵ avec une fécondité des adolescentes aussi haute que 171 naissances pour 1 000 femmes.⁵⁶ Alors que 25% des jeunes femmes âgées de 20 à 24 ans ont accouché avant leur 18^{ème} anniversaire, les chiffres de la plus récente *Enquête sur la santé démographique* (DHS)⁵⁷ indiquent que le mariage précoce est fréquent et plus courant dans les zones rurales et parmi les moins instruits des jeunes femmes. Ces jeunes femmes courent également un risque plus élevé pour les résultats de la mauvaise santé de la reproduction en raison de faibles taux de méthodes modernes de contraception et d'avortements non médicalisés, qui se traduisent souvent par l'incapacité maternelle et même la mort.

Selon le rapport 2013 de l'ONU sur le *Développement Humain*, seulement 18% des hommes et 14% des femmes âgées de 15 à 19 ans ont une connaissance approfondie du VIH.⁵⁸ Alors que ce n'est pas directement lié à des comportements sains et aux taux de prévalence du VIH, le DHS 2007 montre un pourcentage relativement faible du VIH parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (3,6%). Cependant, les préoccupations des jeunes persistent parce que chez les adolescents, les jeunes hommes ont des taux plus élevés de prévalence de VIH que les femmes âgés de 15 à 19 ans, alors que l'inverse est vrai après 25 ans. Ce segment de la population se caractérise également par une fréquence élevée de rapports sexuels non protégés, qui contribue aux taux élevés de fécondité ainsi que la propagation du VIH.

En République Démocratique du Congo, le paludisme reste la maladie endémique majeure et la première cause de mortalité. Les conditions sanitaires restent préoccupantes en raison de carences alimentaires majeures, des difficultés d'accès à l'eau potable dans certains endroits et de l'absence d'un système adéquat d'évacuation des eaux usées. Dans la campagne trois quarts des ménages doivent compter sur des eaux non traitées et des sources d'eau de surface. L'absence de toilettes publiques dans certaines régions conduit à des déchets humains, pollution de l'environnement, favorisant les épidémies comme le choléra.

Malgré les défis de santé publique du pays, la réponse de la RDC est limitée par un manque d'engagement et de contrôle national, en témoigne la tendance à « laisser la lutte contre le sida à des partenaires extérieurs. » Plusieurs agences gouvernementales spécialisées, sous la tutelle du Ministère de la santé, appuient des activités ciblant les jeunes mères et les enfants en particulier (p. ex., le Programme National de Santé Reproductive et le Programme National Santé Reproductive des adolescents), mais les ressources sont limitées et la plupart des indicateurs de santé restent au-dessous de ceux des pays voisins de l'Afrique subsaharienne. La situation de la santé publique au Congo est particulièrement inquiétante parce qu'il y a peu d'évidence que le gouvernement est politiquement équipée pour traiter les vastes problématiques liées aux soins et services de santé de qualité dans le pays notamment le sous-financement persistant du système de santé, la mauvaise qualité et quantité des ressources humaines, la pénurie de médicaments et intrants pour traiter les maladies les plus fréquentes et le manque d'infrastructures et de la technologie.

Enfin, les récentes évaluations appuyées par l'USAID ont mis en évidence la prévalence des grossesses précoces et la violence sexuelle et sexiste (SGBV) comme autres préoccupations liées à la santé. La grossesse chez les adolescentes est en partie liée à l'âge légal où les filles peuvent se marier (15 ans) alors que la violence sexuelle et sexiste est liée à la double contrainte pour les femmes en tant que victimes et partisans (comme l'exige la culture) de leurs auteurs. Néanmoins, quelques espoirs ont été perçus dans l'évaluation selon le genre de l'USAID/RDC comme par exemple le fait que les jeunes urbains considèrent les femmes et les hommes comme égaux dans l'éducation et le travail. L'engagement de l'USAID à faire des programmes de santé et des soins psychologiques avec l'implication des hommes et des femmes pour promouvoir des changements de comportement pour satisfaire leurs besoins sociaux et économiques fondamentaux sera également cruciale pour traiter les racines de conflits et de la violence en RDC.

Conclusions de l'évaluation

Le tableau suivant présente un résumé de nos observations sur l'hygiène de vie et la santé des jeunes en RDC.

Tableau 10 : Résumé de nos observations sur l'hygiène de vie et la santé des jeunes en RDC

SANTÉ	
Forces	Faiblesses
Les jeunes sont engagés dans la lutte contre les IST et le HIV/Sida	Accès limité aux services de santé, avec la pauvreté comme une barrière principale Mauvaise qualité des services de santé Prévalence des comportements à risque, prostitution, MST, VIH et avortement Grossesses et mariages précoces Abus de drogues Violence sexiste

« Selon beaucoup de jeunes, le terme sida signifie « système inventé pour décourager les amoureux » (SIDA : Système Inventé pour Décourager les Amoureux). Les jeunes disent qu'ils pratiquent principalement des rapports sexuels non planifiés, et ils croient que « les muscles inutilisés s'atrophient », et donc, les organes sexuels devraient être utilisés régulièrement. » Les adolescents en général deviennent sexuellement actifs à l'âge 14 ans dans les zones rurales et 15 ou 16 ans d'âge dans la ville. Quand il s'agit de la planification familiale, deux sur dix jeunes sont au courant des méthodes de contraception. Certains disent que la contraception est dangereuse pour les femmes et a des conséquences néfastes. Les adolescents et les jeunes disent que les méthodes naturelles de planification familiale sont difficiles à mettre en pratique. La Communauté n'incite pas les jeunes à espacer les naissances ou à respecter les principes de la maternité sans risque. Le mariage précoce produit des jeunes mères — 16 ou 17 ans dans les zones rurales et de 17 à 18 ans dans la ville. »

Extrait de l'interview du Coordinateur principal du projet Participation et développement des Adolescents (PDA), conduite à Kananga (Kasaï-Occidentale)

Le coût des soins de santé est un défi majeur pour la plupart des jeunes interrogés dans cette étude. Sans distinction de sexe, les jeunes en zone urbaine et rurale ont déclaré qu'avec la pauvreté chronique en RDC et tenant compte de la pratique des paiements comptant des services et soins de santé là où ils sont disponibles, les groupes pauvres et démunis sont exclus du système de santé. Au cours de l'un des panels de discussion, une jeune fille de Kisangani a affirmé que « quand on est malade et pauvre, les médecins vous négligent, mais ils s'occupent très rapidement des riches parce qu'ils sont sûrs d'être payés. »⁵⁹ Ce sentiment a été largement exprimé dans des discussions avec des groupes des jeunes marginalisés à Kinshasa, Kananga et Lubumbashi. Même les salariés ne sont à mesure de faire face aux coûts des soins de santé. Un jeune homme à Kinshasa/Limete dit : « je travaille dans la fonction publique. Le salaire que l'État congolais propose chaque fin du mois ne nous permet pas d'avoir accès aux services de base. L'État congolais nous a donné une carte de santé pour les soins médicaux, ce qui ne nous aide en rien. Vous ne pouvez pas être servi n'importe où en utilisant cette carte. Que ce soit pour la consultation ou les médicaments, seul l'argent est accepté, pas cette carte infâme. »

Les jeunes dans les groupes de discussion, ont expliqué qu'il est relativement courant, en particulier dans les zones rurales, que les hôpitaux et les centres de santé détiennent en otage les patients jusqu'à ce que leur famille ou leur communauté paye pour leurs soins. Une autre pratique courante identifiée est le troc de biens en échange de soins de santé. Pour la plupart, ces pratiques se limitent à des maladies mortelles, et le patient reçoit généralement des soins après des négociations entre la famille et les dispensateurs de soins. Les groupes marginalisés comme les jeunes de la rue et les orphelins sont particulièrement vulnérables dans ces circonstances, parce qu'ils n'ont aucun filet de sécurité familiale pour les soutenir ou faire l'avocat pour eux. Selon les jeunes participants à cette étude, l'impossibilité de consulter un médecin ou d'obtenir un traitement en raison d'un manque de ressources financières est une des conséquences les plus importantes de la pauvreté et représente un déni tangible des droits fondamentaux. Une jeune femme à Kisangani a dit, « il n'y pas d'emplois pour les parents ou de soutien aux jeunes ; les enfants deviennent entêtés ; problèmes d'éducation, il n'y a aucun dialogue entre parents et enfants sur la sexualité. »

Compte tenu de ces défis, beaucoup de jeunes mettent au point des stratégies de survie qui ont un impact négatif sur leur santé et la dignité humaine. Il s'agit notamment de l'usage de drogues et de la prostitution. Cette évolution négative dans le comportement des jeunes est un symptôme reflété dans le taux d'augmentation de la criminalité de la RDC. Pour certains des participants à l'étude, principalement de jeunes femmes, la prostitution est un moyen efficace pour gagner un revenu et accéder aux soins de santé. C'est le cas pour une jeune femme à Kinshasa, qui a dit: « je prends soin de moi, je peux vendre mon corps ou échanger contre des soins de santé. » Toutefois, la plupart des jeunes femmes qui pratiquent la prostitution la considèrent comme un dangereux moyen de survie et un défi à leur bien-être physique, psychologique et social. L'interaction avec les jeunes et surtout les filles sexuellement actifs, a montré que la prostitution ouvre la porte aux infections sexuellement transmissibles dont le VIH/sida, aux grossesses non désirées et aux avortements.

Dans les districts ciblés pour cette étude et en particulier dans les zones rurales, les chercheurs ont noté la prévalence des mères adolescentes et des jeunes avec le VIH/sida. Le taux élevé de grossesses chez les adolescentes en RDC reflète le fait que les gens n'ont pas encore acquis l'habitude d'utiliser des préservatifs ou autres contraceptifs. Beaucoup de jeunes hommes considèrent la sexualité avec des préservatifs comme non authentique et non jouissive. Malgré la forte incidence des grossesses chez les adolescentes et une initiation sexuelle précoce, la majorité des jeunes n'est ni informée ni sensibilisée sur la santé de la reproduction et la planification familiale. La recherche a démontré que ce manque de connaissances sur la contraception, la santé de la reproduction et la planification familiale fait obstacle à la participation des jeunes dans la lutte contre le VIH/sida. De 2002 à 2006, le FNUAP a créé huit centres pour jeunes offrant la santé reproductive et des services de consultation. Un centre supplémentaire pour la santé sexuelle et reproductive a été créé à l'Université de Kinshasa, et la santé sexuelle et génésique a été intégrée dans les programmes scolaires de certains départements. La *Coordination du Projet Participation et Développement des Adolescents* (PDA) à Kananga fournit des conseils à tous les cas de VIH par le biais de dépistage dans les centres tels que IMCK/PAX (Christian Medical Institute of Kasai/PAX), Hôpital Bon Berger-Tshikaji et l'Hôpital général

de référence de Kananga. De même, les Associations de jeunes Congolais de Kolwezi travaillent avec le personnel de santé du District pour faciliter une assistance gratuite pour les jeunes infectés par le VIH.

Les jeunes participants à l'étude ont soulevé la question des agressions sexuelles comme une préoccupation majeure dans leurs communautés. Selon une participante à Kisanгани, « Il y a beaucoup de cas d'abus sexuels de garçons contre les filles, surtout pendant la nuit dans des endroits obscurs. » Un autre participant de Kolwezi a ajouté: « souvent on la [l'agression sexuelle] rencontre à l'Université ; Si, par exemple, vous n'avez pas bien travaillé en classe, l'enseignant peu abuser des étudiantes vulnérables et les déshonorer. Une bourse peut protéger les filles de cette vulnérabilité avec les enseignants. » À l'unanimité, les participants ont dénoncé la violence domestique, le harcèlement sexuel, le viol et la discrimination entre filles et garçons. Selon la majorité des jeunes femmes, le harcèlement sexuel est répandu dans les écoles, les universités et les lieux de travail, où les femmes sont obligées de s'offrir en échange de notes, du travail ou de l'argent sur une base quotidienne. La recherche a montré que dans les situations où les filles sont nettement plus défavorisées que les garçons — en raison du manque de possibilités économiques, de la pauvreté, des préjugés de classe culturelle ou sociale et du faible niveau d'éducation — elles courent inévitablement le risque d'être victimes de harcèlement ou d'abus sexuels. Dans le contexte particulier où la culture locale encourage les comportements de soumission chez les femmes et les filles, être capable de dire « non » ou de prendre des décisions en ce qui concerne leur corps devient un défi encore plus redoutable.

En résumé, la recherche de YouthMap sur la santé a révélé cinq défis majeurs ayant un impact sur les jeunes congolais :

- Prévalence des comportements à risque sexuel, surtout au sein de la population vulnérable (p. ex., rapports sexuels non protégés, partenaires multiples et prostitution) ;
- Haut risque d'agression sexuelle et de coercition par ceux en position de pouvoir ;

Les jeunes modèles sont tentés de se livrer à des comportements à risque, pourtant ils utilisent les motivations suivantes pour prendre des décisions positives de la vie :

- Les comportements risqués freinent la réalisation des objectifs de vie
- De solides réseaux familiaux, des pairs et communautaires vous aident à rester concentré
- Les leçons de l'église renforcent les valeurs et le caractère
- Le développement du savoir-être et la recherche de modèles positifs vous propulsent vers vos objectifs

- Faible niveau de connaissances sur la sexualité et santé reproductive (p. ex., les grossesses non désirées ou au début et à l'avortement) ;
- La persistance de pratiques sociales conservatrices et des contraintes socioculturelles (p. ex., les mariages précoces);
- Accès limité aux soins de santé primaires et aux soins de santé génésique en particulier.

Bien qu'il existe de nombreux défis pour la jeunesse et la santé en RDC, en particulier autour de la santé sexuelle et reproductive, cette étude a révélé un certain nombre de pratiques prometteuses et d'initiatives des jeunes sur le VIH/sida et la nécessité pour le changement de comportements. À Kolwezi, le Réseau des Associations de la jeunesse congolaise coordonne environ 37 organisations de jeunesse (membres du réseau) dans leur lutte contre le VIH/sida: « Nous coordonnons toutes les activités de dépistage et de soutien pour lutter contre le VIH/sida chez les jeunes de l'arrondissement rural de Kolwezi aux villes urbaines telles que Kinshasa. »

Principales considérations pour les programmes

- Intégrer l'enseignement efficace de la santé sexuelle et reproductive dans les programmes d'apprentissage du savoir-être qui contribueront à la sécurité, la santé et le bien-être, l'éducation et la confiance en soi des jeunes. Cette intégration pourrait inclure l'élargissement de la couverture géographique du programme français de

Voice of America (VOA), financé par le département d'État américain intitulé « Votre santé, votre avenir ».

- Conduire les formations qui augmentent les connaissances et les compétences pour les jeunes en utilisant le modèle des pairs éducateurs propice pour atteindre les jeunes de la RDC.
- Dynamiser et appuyer le programme national santé reproductive des adolescents, PNSAR.
- Sensibiliser à la Loi de 2009 sur la Protection de l'enfance et favoriser le changement de comportement ultérieur dans les communautés.
- Favoriser l'accès aux soins de santé abordables et de qualité pour les jeunes, en collaboration avec des partenaires opérationnels existants et d'autres institutions.
- Pousser l'USAID à promouvoir la participation des jeunes et le renforcement des organisations locales dirigées par des jeunes par le soutien des activités de renforcement des capacités des organisations axées sur les jeunes et dirigées par jeunes et œuvrant dans le domaine de la santé.
- Pour toutes les propositions (appels à candidatures, appels d'offres, PSA), demander à des partenaires opérationnels d'identifier et de proposer des interventions clés qui influent directement sur les questions relatives aux jeunes et à leurs moyens de subsistance..

Participation Civic et Politique

Contexte

La traite négrière, la colonisation, la décolonisation infructueuse, les régimes autoritaires et plusieurs conflits armés que la RDC a subis depuis son indépendance en 1960 ont conduit à une rupture de l'appareil d'État. La guerre a ravagé les infrastructures sociales de base, a conduit à des déplacements massifs de population, affaibli la capacité de l'État à satisfaire les besoins essentiels (par exemple, logement, nourriture, sécurité et éducation.) des communautés locales et a donné lieu, en passant, à des violations graves des droits de l'homme. Ces facteurs ont eu un impact très négatif sur le contrat social entre l'Etat et les citoyens con-

golais, ainsi que sur l'organisation sociopolitique du pays.

Cette situation a conduit à une « crise de la citoyenneté », matérialisée notamment par une mutation perverse de gouvernance inclusive et responsable en une lutte de pouvoir antisocial, exclusif et irresponsable basée sur la peur des autres, le tribalisme, la corruption, l'enrichissement facile, le détournement de biens publics et le recours à la violence comme moyen pour s'exprimer ou résoudre des problèmes personnels ou communautaires.⁶⁰

La vague démocratique des élections en Afrique au cours des années 1990, conséquence de la fin de la guerre froide, a été décisive pour la RDC. Commenant par la Conférence nationale souveraine CNS (1990-1992), le pays a envisagé des réformes institutionnelles et politiques qui ont engendré un espoir quant aux perspectives pour un changement positif. Toutefois, le régime dictatorial a résisté à cette vague démocratique, qui a ouvert la voie à la légitimation de la quête de transformation politique par des moyens militaires.

La montée de l'Alliance des Forces démocratiques pour la libération (AFDL) du Congo-Zaïre amena l'élan démocratique, inauguré par la CNS. Depuis lors, le pays a négocié avec plus de 30 milices armées actives principalement dans la partie orientale du pays, milices constituées de l'avenir démographique du pays: environ 70% des combattants ont entre 13 et 30 ans.⁶¹ La violence, surtout quand elle implique directement une génération future, a des conséquences à long terme dans l'ensemble de la société. Ainsi, le pays se classe comme l'un des pays les plus corrompus dans le monde (168 sur 182) actuellement et a le plus faible taux de participation des femmes au processus décisionnel.⁶²

Avec le soutien de la communauté internationale, les efforts de renouveau démocratique depuis la CNS suivi du Dialogue Intercongolais (2002, Sun City), ont conduit à l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle constitution, permettant l'amorce de la reconstruction de l'État et les premières élections générales du pays en 2006. Les deuxièmes élections générales ont eu lieu en novembre 2011 et ont abouti, en avril 2012, à la mise en place d'un nouveau gouvernement dont l'ambition déclarée est d'être « plus proche du peuple et transformer le Congo » en un « pays émergent » au cœur de l'Afrique.⁶³ Malgré les inquiétudes

de l'opposition politique et de la communauté internationale sur la légitimité et la transparence des résultats des élections de 2011, l'actuel Parti Populaire pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD) a déclaré son désir d'améliorer la gouvernance et d'accroître la participation des citoyens au processus décisionnel, l'accélération de l'amélioration des conditions sociales pour le peuple congolais par le biais de l'accès aux services sociaux essentiels de qualité.⁶⁴

En 2013, le gouvernement a créé le Ministère de la nouvelle citoyenneté en vue du « changement de la mentalité congolaise » et de la promotion de la bonne gouvernance et des valeurs démocratiques. Par le biais de ce ministère, le gouvernement a créé une Commission nationale d'éthique citoyenne et des structures de proximité pour améliorer les relations État-Citoyens. Ces structures visent à tenir les fonctionnaires et les dirigeants politiques plus responsables et s'assurer que tous les projets de développement de gouvernement reflètent les aspirations des communautés locales. L'idée est que cette augmentation de la participation citoyenne et l'examen public améliorera la transparence, la responsabilité sociale et l'investissement privé. Malgré ces initiatives gouvernementales, les défis le long de la route vers la démocratie et la participation civique demeurent :

- Les structures institutionnelles du gouvernement travaillant sur les questions de développement social dans le pays ne favorisent pas encore la participation effective des communautés locales dans le cadre du processus de décentralisation ;
- Les provinces ne sont pas largement impliqués dans le développement local et les questions de réduction de la pauvreté ;
- Les économies locales montrent des performances médiocres, en partie à cause des infrastructures socioéconomiques déficients et un cadre/environnement réglementaire ;
- Les acteurs politiques et institutionnels locaux sont désignés et non élus (par exemple, les municipalités et les services décentralisés), avec peu de responsabilisation pour la consultation et la collaboration avec la population locale pour une action efficace ; et

- Les populations, y compris les jeunes, ne sont pas impliquées dans la planification, le suivi et l'évaluation des activités des programmes qui touchent directement leur bien-être socioéconomique.

Conclusions de l'évaluation

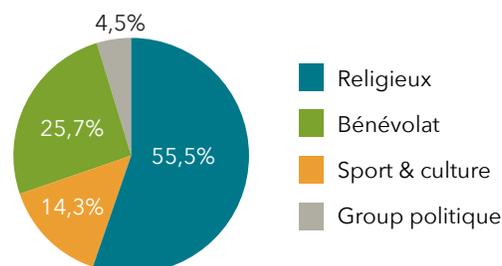
Notre champ de recherche « démocratie et gouvernance » et l'analyse des réactions des 512 jeunes participants peuvent être résumés par le tableau suivant :

Tableau 11: Démocratie et Gouvernance

DÉMOCRATIE ET GOUVERNANCE	
Forces	Faiblesses
Processus démocratique lancé	Faible participation des jeunes à des activités politiques
Participation massive des jeunes lors des récentes élections	Faible représentation des jeunes dans les institutions de jeunesse
Fort engagement des jeunes dans les activités communautaires	Faible collaboration et volonté d'écouter les perspectives des jeunes de la part du gouvernement
	Mauvaise gouvernance locale
	Liberté d'expression Limité

Comprendre la participation citoyenne⁶⁵ chez les jeunes dès le début a été un indicateur important pour leur participation générale au processus de gouvernance et de la démocratie de la RDC. Soixante-cinq pour cent des jeunes dans notre recherche ont confirmé leur participation aux activités d'engagement civique, avec plus de 50% de leur participation aux activités religieuses (le bénévolat, les sports et la culture sont, dans l'ordre, les activités qui accaparent la participation des jeunes après les activités religieuses), ce qui renforce la foi profondément enracinée en RDC et l'influence de l'église sur les jeunes. La participation politique, en revanche, était considérée plus comme un devoir civique de voter et de modifier la trajectoire du pays, qu'un droit.

Figure 10 : Domaines de participation civique des participants YouthMap



Dans la Province Orientale — différent des autres provinces — presque tous les jeunes interrogés participent activement à des activités politiques. Ils participent essentiellement à la lutte contre les pratiques négatives (p. ex., les groupes armés). Cette attitude repose en partie sur un peuple secoué par la guerre et parce que chez eux, la violence (p. ex., les groupes armés) constitue un moyen d'accès au pouvoir politique avec un impact sur tous les aspects de la vie. Les jeunes se sentent particulièrement touchés par cette situation. A Mbuji-Mayi, un jeune homme a exprimé cette désillusion: « c'est le devoir des Ministres, du gouverneur de savoir combien de jeunes personnes sont dans la province, et combien d'entre eux traversent des situations difficiles, mais ils ne le font, ce qui signifie que notre situation ne les préoccupe pas ! Ce n'est pas à nous d'aller perturber leur vie paisible, nous préférons souffrir plutôt que d'aller parler à ces gens qui n'ont aucune idée de ce que traversent les jeunes. » Pour ramener ce point plus loin dans la capitale, une jeune fille à Limete, Kinshasa, a ajouté, « les autorités ne nous écoutent pas. Souvent, même quand ils viennent vers nous avec des micro baladeurs de la radio ou de la télévision, prétendant nous écouter, rien n'arrive. »

Cet échange a également révélé un sentiment de victimisation politique chez les jeunes. Un nombre important de jeunes ont le sentiment que les politiciens les manipulent en les opposant les uns contre les autres pendant les élections avant de les abandonner par la suite. Par exemple, un jeune homme de Kananga a déclaré: « Je ne suis plus intéressé à la politique parce qu'il ne change rien à la vie, même les promesses faites pendant la campagne électorale. » Ce même sentiment s'exprime chez les filles, qui ont déclaré

leur participation comme uniquement liée à « recevoir des biens pendant la période électorale. » D'autres jeunes ont souligné leurs expériences négatives avec la politique avec le terme antivaieurs – qu'ils définissent comme le fait d'utiliser la tromperie pour gagner une élection – par lequel les politiciens sont partagés entre le désir de servir la collectivité et leurs propres intérêts. Ce sentiment a été exprimé par une fille à Kolwezi qui a dit « j'aime la politique, mais je n'aime pas participer parce qu'en politique, il y a beaucoup de rancunes et les politiciens sont là pour mentir à la population. » Dans tous les sites d'étude, la majorité des jeunes garçons et filles ont été déçu par la politique et les exemples négatifs des politiciens au sein de leurs communautés.

Selon une participante à Lubumbashi, « les jeunes ont la possibilité de participer au système politique dans leur pays, ils doivent être libres d'exprimer leurs opinions. Nous sommes dans un pays démocratique, et les jeunes doivent sentir libres. C'est leur droit fondamental. »

Malgré l'image que les politiciens sont bien payés et toute la notoriété qui vient avec ces positions de pouvoir et d'influence, la majorité des jeunes veut s'engager à servir la communauté. Cinquante pour cent des garçons interrogés préfèrent s'engager dans le leadership communautaire, tandis que 33% des filles préfèrent travailler dans les médias. Globalement, les jeunes préfèrent l'engagement civique à la politique traditionnelle, puisqu'ils apprécient travailler ensemble dans les groupes et associations comme un moyen de contribuer concrètement au changement social. Plus profondément, la majorité des jeunes qui croient que la société civile (plus de politique) fournit une prise plus facile pour que leur voix soit entendue (p. ex., pétitions). Néanmoins, les jeunes sont désabusés par le peu d'attention que la société et les dirigeants politiques, en particulier, accordent à leurs exigences et leurs préoccupations. Ils déplorent la répression et l'intimidation présente dans le pays. La recherche a montré que les jeunes veulent participer et contribuer au développement de leurs communautés et pays (p. ex., grâce à la sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement, le VIH/sida), mais n'ont pas les outils et les ressources financières pour soutenir ces actions.

Tableau 12 : Pourquoi les participants YouthMap ne sont pas engagés

	Nombre	Pourcent
Manque d'intérêt	45	25
Manque de temps	41	24
Ne savent pas	9	5
Autres raisons	7	4
Manque d'opportunités	46	26
N'a pas répondu	29	16
Total	177	100

En ce qui concerne la politique et la gouvernance, les jeunes sont sceptiques. Ils condamnent l'absence chronique de processus participatifs, qui néglige les communautés locales et les prive de leur droit fondamental à participer au processus décisionnel. La frustration de la jeunesse avec la politique peut être illustrée par les propos d'un groupe de jeunes de Kinshasa qui a déclaré que « l'accès aux services de base dans les communautés est très limité. Mais aussi, le manque d'électricité dans certains quartiers, à savoir à Malweka, nous empêche d'obtenir des informations ». Il y a un profond sentiment de frustration, d'exclusion, de non-représentation et de non-intégration dans la gestion des affaires publiques. La figure 8 reflète ces sentiments, 74% des jeunes estiment qu'ils manquent le temps ou l'intérêt pour participer à la gouvernance locale. Quelle que soit la province, les jeunes sont déçus et frustrés par leur manque de voix dans les décisions qui touchent leur vie et ils ont le sentiment de n'avoir nulle part où se tourner pour changer cette situation. Cette frustration est ressortie par un participant qui a dit, « je ne parle à personne, parce que je sais qu'il y n'aura aucune solution. Ils ne nous écoutent pas, pas même un peu. Nous les attendons au cours de la campagne dans la période électorale. C'est là qu'ils viennent à nous. » Les chercheurs ont également rencontré un groupe de jeunes gens qui étaient plein d'espoir sur la création d'un futur cadre de jeunes dirigeants en RDC. Les organisations dirigées par les jeunes telles que l'Initiative Leadership congolais (CLI) cherchent à développer la prochaine génération de leaders comme catalyseurs de changement. Grâce à une formation intensive à Kinshasa et à l'Est du Congo, le modèle de

perfectionnement en leadership pair-à-pair de CLI vise à fournir de jeunes avec les compétences de leadership qui aideront à propulser le pays vers une plus grande paix et prospérité — une communauté à la fois.

Principales considérations pour les programmes

- Améliorer ou créer des compétences locales (en particulier chez les jeunes) en matière de mobilisation communautaire, de la gestion des ressources humaines et matérielles et l'organisation de forums de discussion sur la conception de plans locaux de gouvernance et de développement. Par exemple, le « *Leadership et Participation civique* », programme que la *Fondation Kuvuna* met en œuvre en collaboration avec plusieurs organisations de la société civile à Kinshasa mérite d'être analysé, amélioré, pris en charge et étendu à d'autres initiatives de la jeunesse.
- Appui au programme gouvernemental de décentralisation pour promouvoir la gouvernance locale et assurer aux jeunes une voix dans le processus.
- Motiver et soutenir les initiatives populaires de jeunes qui développent une nouvelle génération de dirigeants en encourageant les jeunes à être acteurs du changement. Le modèle pair-à-pair de CLI devrait être dans la mesure du possible répliqué. Le fait qu'il met l'accent sur la participation civique dirigé par des jeunes offre aux jeunes un espace pour être des leaders novateurs et dynamiques dans leurs communautés.
- Créer des jeunes plates-formes d'échange dans tout le pays pour permettre aux jeunes de s'engager ensemble sur des thèmes communs en rapport avec la participation civique et politique dans leurs communautés.
- Soutenir les organisations locales dirigées par des jeunes par le biais de l'USAID Forward, ce qui favoriserait des réseaux plus solides des jeunes pour plus de soutien et de coordination.
- Intégration des indicateurs incorporant des jeunes dans chaque programme et dans les activités connexes dans le cadre du système de suivi et évaluation de USAID/RDC.

- Intégration des questions spécifiques de la jeunesse pour l'analyse à titre de sujets standards à être soulevées dans les appels d'offres, appels à candidatures et autres offres techniques.

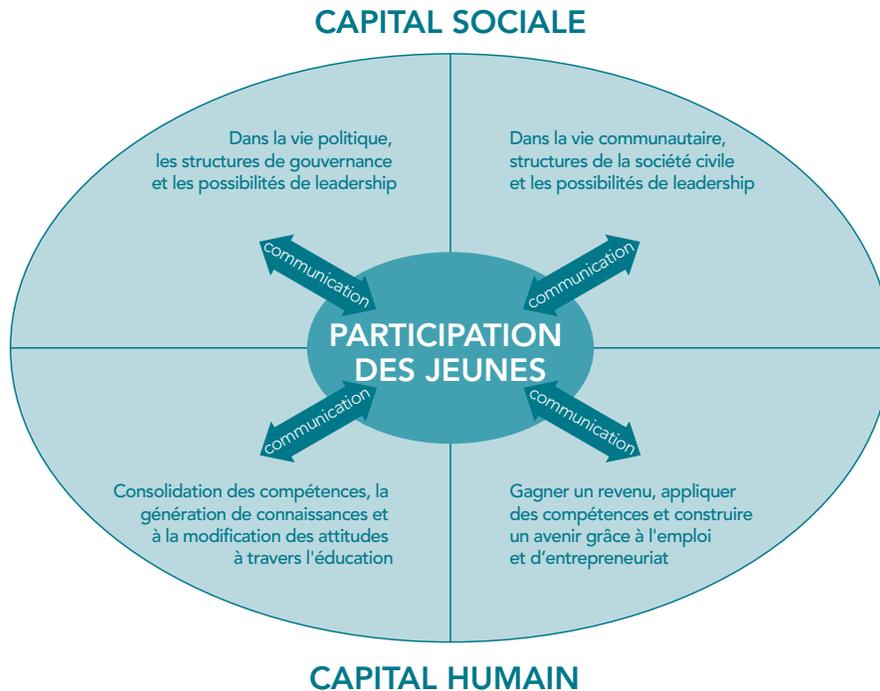
CONCLUSION

L'évaluation YouthMap RDC cherchait à répondre à plusieurs questions clés sur les besoins de la jeunesse congolaise, à déterminer la façon dont sont traités leurs besoins ; et trouver les moyens de les soutenir plus efficacement. Plus de 500 jeunes ont participé à l'évaluation. Ils ont clairement présenté leurs besoins, ainsi que leurs défis respectifs et leurs aspirations. Ils reconnaissent que le chemin à parcourir sera semé d'obstacles, mais également de nombreuses opportunités. L'objectif premier sur la liste prioritaire de la jeunesse de la RDC n'est pas différent des autres jeunes du monde entier : garantir un travail significatif. D'autres questions importantes figurent sur la liste, notamment l'acquisition de compétences professionnelles pratiques et de l'expérience, de plus en plus d'implication dans des activités entrepreneuriales, l'accroissement de la participation aux processus décisionnels et la sécurisation de l'accès aux services financiers et de santé dédiés à la jeunesse.

Dans le même temps, les employeurs sont enthousiastes de travailler avec les partenaires au développement et l'ensemble de la communauté pour augmenter la capacité de leur main-d'œuvre actuel et futur. Ils sont également intéressés à appuyer les « créateurs d'emplois », car ils comprennent la dynamique d'une jeunesse en pleine croissance démographique couplée à la capacité d'absorption limitée du marché du travail. Tous les acteurs impliqués dans l'évaluation reconnaissent les jeunes comme potentiels solutions aux problèmes réels plutôt que comme des problèmes à résoudre.

Le cliché instantané des conditions des jeunes dans quatre importantes provinces de la RDC pris avec l'évaluation YouthMap confirme un certain nombre de questions soulevées dans les autres études et rapports. Toutefois, la focalisation de ce rapport sur les opinions et les stratégies des jeunes pour relever les nombreux défis est relativement nouvelle. Obtenir des jeunes de donner leurs opinions sur l'emploi, l'éducation, la santé et la participation civique nous a permis de soulever des questions et proposer des solutions en pensant à leur « utilisateur final ».

Figure 11 : Le Cadre de la YouthMap RDC



Pour résumer les principales recommandations du rapport, il est nécessaire de suivre les étapes suivantes :

- Mieux aligner l'enseignement et la formation afin de mieux répondre aux demandes du marché du travail et aux besoins de l'employeur ;
- Augmenter des partenariats (et les programmes de placement de stage/emploi) entre établissements de formation et employeurs ;
- Améliorer et accroître les stages général pour les jeunes, les apprentissages, le volontariat et les possibilités de mentoring pour créer des compétences utiles pour le marché du travail ;
- Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes grâce à un accès accru à la formation, de programmes de mentorat et des possibilités de financement qui favorisent la participation des jeunes dans les secteurs de croissance tels que les industries extractives, l'agriculture et le transport ;
- Élargir l'accès des jeunes aux soins de santé de qualité, y compris la santé sexuelle et génésique et en particulier des services de planification familiale ;
- Améliorer et étendre la formation pour les agents de santé de la RDC, en mettant l'accent sur la qualité des soins pour les jeunes — spécifiquement liées à la santé sexuelle et génésique, la planification familiale et les communications interpersonnelles ;
- Engager activement les jeunes dans les processus et les structures décisionnelles gouvernementales et non gouvernementales.

Les jeunes Congolais ont le désir et la capacité de conduire un changement social positif et la croissance économique s'il leur est donné les ressources appropriées, les outils et les opportunités. Les jeunes se considèrent comme des futurs citoyens de la République démocratique du Congo et souhaitent l'accès à une bonne éducation et formation qui répondent au marché du travail et conduisent à des emplois. La jeunesse de la démographie de la RDC exige que

les jeunes se prennent en charge et prennent le leadership pour façonner leur avenir. Les investissements nationaux et étrangers doivent se concentrer sur les besoins des jeunes : leur éducation, leur santé, leur participation civique et leur emploi éventuel comme citoyens productifs. Le GRDC (dans le cadre de ses objectifs de développement national) et les bailleurs de fonds étrangers tels que l'USAID reconnaissent la valeur de ces interventions. Cependant, il y a toujours un changement culturel et d'état d'esprit qui doit avoir lieu pour permettre à la prochaine génération de fonctionnaires et de dirigeants d'émerger.

Le périple nécessitera des jeunes de la RDC de développer les compétences entrepreneuriales, le leadership et le savoir-être qui leur permettra de s'adapter au monde de plus en plus complexe et interdépendant d'aujourd'hui et d'y participer activement. Pour être des citoyens productifs qui, non seulement gagnent leur subsistance, mais aussi s'épanouissent dans le milieu de travail ou du marché, les jeunes devront élaborer et appliquer des compétences essentielles et les compétences qui incluent le travail d'équipe, la créativité, la capacité à résoudre des problèmes, la citoyenneté et la souplesse pour s'adapter aux circonstances changeantes. Cette croissance multiplierà non seulement la responsabilité, mais aussi le respect à travers les appartenances ethniques, les religions et les nationalités — mettant la RDC sur la voie vers une plus grande respectabilité.

La figure ci-dessous fournit un cadre général qui illustre le potentiel pour exploiter le capital social et humain et aider à résoudre certains des plus difficiles défis politiques, civiques et sociaux de la jeunesse de la RDC.

La nouvelle politique de l'USAID sur la jeunesse en développement reconnaît la jeunesse comme le centre de notre avenir mondial—non seulement en raison de sa taille démographique, mais également en ce qui concerne les contributions qu'elle peut apporter aux communautés, villes et pays. Les jeunes représentent les enseignants, les politiciens, les chefs d'entreprise et les dirigeants municipaux d'aujourd'hui et de demain qui peuvent définir une trajectoire d'évolution positive pour la prochaine génération de leaders. Lorsque les jeunes sont engagés et que des investissements appropriés sont définis pour leur bien-être (p. ex. éducation, moyens de subsistance et santé), des « dividendes démographiques » significatives peuvent être obtenues.⁶⁶ L'USAID et les autres partenaires publics et privés sont bien placés pour soutenir le GRDC à atteindre ces objectifs. Avec ses riches ressources naturelles et humaines, la RDC est mûre pour tirer profit de ce qui est un complexe, exigeant et pourtant prometteur voyage.

NOTES DE FIN

1. UNFPA, *Status Report: Youth Sub-Saharan Africa* (2013), 40.
2. Xanthe Ackerman, Lauren Greubel, and Rebecca Winthrop, "The New Push for Education Reform in the Democratic Republic of Congo," Brookings Institute (2013), accessed June 2013, <http://www.brookings.edu/blogs/up-front/posts/2013/03/01-education-reform-congo-winthrop>.
3. UNICEF, *Enquête nationale sur la situation des enfants non scolarisés et les adolescents* (UNICEF, UNESCO, DFID, 2013), 9.
4. UNDP, *Human Development Report* (2013).
5. Banque Africaine de développement, *2012 Afrique Perspectives Économiques* (2012), 2.
6. Aptitudes à la vie quotidienne sont définies par l'Organisation Mondiale de la Santé, comme les capacités d'adaptive et les comportements positifs qui permettent aux individus de faire face efficacement aux exigences et aux défis de la vie quotidienne.
7. UNFPA, *Status Report: Youth Sub-Saharan Africa* (2013), 40.
8. Ibid., 23.
9. D'autre part, l'inégalité entre les sexes est référencée comme un facteur essentiel pour le pays de 39,9 % de chute de l'ONU 2013 Indice de développement humain (IDH).
10. UNDP, *Human Development Report* (2013).
11. Les modèles sont ces jeunes qui ont démontrée dans leur vie de bonnes connaissances, des comportements et des attitudes; surmonter des circonstances difficiles de la vie; démontré des compétences en leadership; et sont admirés dans leurs communautés par leur pairs.
12. L'échantillon Urban haut-principalement périurbaine plutôt que les régions rurales, s'inspire d'un accord avec la mission de l'USAID/RDC.
13. Johannes Herderschee, Kai-Alexander Kaiser, and Daniel Mukoko Samba, *Resilience of an African Giant* (Washington, DC: World Bank, 2012), 13.
14. UNDP, *Human Development Report* (2013).
15. *Définition des ratios de dépendance, la CIA World Factbook*, accédé Novembre 2013 <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/docs/notesanddefs.html?fieldkey=2261&alphaletter=D&term=Dependency%20ratios>.
16. RDC Ministère de la Planification, *Document de Stratégie de la Croissance et de Réduction de la Pauvreté - 2^e génération* (2011), 46.
17. Banque Africaine de Développement, *2012 Afrique Perspectives Économiques* (2012), 15.
18. UNICEF, *Enquête nationale sur la situation des enfants non scolarisés et les adolescents* (UNICEF, UNESCO, DFID, 2013), 9.
19. GRDC la politique nationale de la jeunesse définit la jeunesse comme étant entre 15 et 35 ans.
20. RDC Ministère de la planification, *Document de Stratégie de la Croissance et de Réduction de la Pauvreté - 2^e génération* (2011).
21. Ministère de la Planification, *Plan d'action du Gouvernement 2012-2016* (2012), 162.
22. Banque africaine de Développement, *2012 Afrique Perspectives Économiques* (2012), 15.
23. Ministère de la Planification, *Document de Stratégie de la Croissance et de Réduction de la Pauvreté - 2^e génération* (2011), 185.
24. Ibid.
25. Ministère du genre, de la famille et l'enfant, *la Politique nationale d'intégration du Genre* (2008).
26. Ministère du genre, famille et enfant, *Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le Genre*, (2009).
27. Roberto Beneduce et al., *Violence with a Purpose: Exploring the Functions and Meaning of Violence in the Democratic Republic of the Congo*, *Intervention 4* (2006), 42.
28. Anne T. Sweetser and Nassrin Farzaneh, *Gender Assessment for the Democratic Republic of the Congo* (2012), 26.
29. Ministère de la Planification, *Document de Stratégie de la Croissance et de Réduction de la Pauvreté - 2^e génération* (2011), 42.
30. Ibid.
31. Xanthe Ackerman, Lauren Greubel, and Rebecca Winthrop, *The New Push for Education Reform in the Democratic Republic of Congo*, Brookings Institute (2013), accessed June 2013, <http://www.brookings.edu/blogs/up-front/posts/2013/03/01-education-reform-congo-winthrop>.
32. Ministère de la Jeunesse et des Sports, la politique nationale de la jeunesse (2009).
33. Ministère de la planification, *Document de Stratégie de la Croissance et de Réduction de la Pauvreté - 2^e génération* (2011), 42.
34. Ibid. 43.
35. Ibid.

36. UNICEF, *Enquête nationale sur la situation des enfants non scolarisés et les adolescents* (UNICEF, UNESCO, DFID, 2013).
37. Ibid.
38. Ministère de l'enseignement primaire et secondaire, *Enquête nationale sur la situation des enfants et des adolescents en dehors de l'école* (2012), 7.
39. Matata Ponyo, Mapon, *Discours du programme du Gouvernement de la RDC Sénat* (Kinshasa, RDC, 10 Décembre 2012)
40. Ministère de la Planification, *Document de Stratégie de la Croissance et de Réduction de la Pauvreté - 2^e génération* (2011), 54.
41. Ibid.
42. Ibid, 56.
43. Ibid, 81.
44. Ibid.
45. Johannes Herderschee, Kai-Alexander Kaiser, and Daniel Mukoko Samba, *Resilience of an African Giant*, (Washington DC: World Bank, 2012), 96.
46. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), Bureau National de RDC de l'emploi met en œuvre un système d'enregistrement pour les chômeurs et les questions cartes biométriques aux titulaires.
47. Le FMI décrit le PEIGMA comme chargé de produire des indicateurs sur les possibilités d'emploi et de demandeurs d'emploi; publication indicateurs clés du marché; mener des sondages périodiques afin de déterminer le travail besoins; et préparation de la description de travail pour informer demandeurs d'emploi sur les possibilités.
48. Banque Africaine de Développement, *2012 Afrique Perspectives Économiques* (2012), 15
49. Ibid.
50. Groupe de Discussion, Kinshasa (17 Avril 2013).
51. Banque Africaine de Développement, *2012 Afrique Perspectives Économiques* (2012), 15.
52. Ibid, 14.
53. Ibid, 15.
54. Groupe de Discussion, Kinshasa (25 Avril 2013).
55. UNFPA, *Status Report Youth Sub-Saharan Africa* (2013), 40.
56. UNDP, *Human Development Report* (2013).
57. Il y a de nouvelles données générée pour les 2013 Enquête démographique et de santé (DHS). A ce moment, les chercheurs n'ont pas accès à ce données.
58. UNDP, *Human Development Report* (2013).
59. Interview Individuelle, Kisangani, (19 avril 2013).
60. Symphorien, Pyana, *Gaps in the Eastern D.R. of Congo Peacebuilding Process : Role of Peace Education and Local Tensions*, VDM Verlag, February 2011
61. UNICEF France, *Demobilizations of Child Soldiers Campaign* (February 2004).
62. Transparency International, *Corruption Perceptions Index 2013*, (December 3, 2013) accessed December 5, 2013, <http://www.transparency.org/whatwedo/pub/>
63. Matata Ponyo, Mapon *Discours du programme du Gouvernement de la RDC Sénat* (Kinshasa, RDC, 10 Décembre 2012).
64. Ministère de la planification, *Document de Stratégie de la Croissance et de Réduction de la Pauvreté - 2^e génération* (2011).
65. Engagement civique ou activité civique/participation références activités destinées à faire une différence dans les communautés et les pays en développement la combinaison de connaissances, de compétences, de valeurs et de motivation à faire cette différence. Cela peut être fait par les deux politiques et non politiques.
66. Il s'agit du développement des ressources économiques et humaines, de l'amélioration de la santé, de plus de paix, de sécurité et de démocratie.

Pour des informations supplémentaires sur cette évaluation :

Bai Kamara, le Manager du Programme

b.kamara@iyfnet.org

+1 410 951 2309

Pour des informations supplémentaires sur YouthMap :

Matthew Breman, le Directeur des Programmes Afrique

m.breman@iyfnet.org

+1 410 951 2320



32 South Street
Baltimore, MD 21202, USA
www.yyfnet.org